

doi 64269



SZERSZEN

(Le Travail)

B.D.I.C

EDITION FRANCAISE



N° 1

OCTOBRE 1977

SOMMAIRE

• Au lecteur français	1
• Editorial du n° 1	5
• Husak au secours de Gierak	9
• La nouvelle Sainte Alliance	13
• Une route chaotique	17
• La gauche française, alliée de l'opposition en Europe de l'Est	21
• Editorial du n° 2 : L'ordre ne règne pas à Varsovie	24
• Comité étudiant de solidarité	25
• Deux points de vue sur Helsinki	27
• Tract	40
Abonnements	43



"LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE
NE PEUT ÊTRE MENÉE QUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE
ELLE-MÊME"

40p 9436

AU LECTEUR FRANCAIS

Voici le premier numéro de SZERSZEN (LE FRELON) édité en français. Au nom de la rédaction et en mon nom propre, je veux indiquer les raisons pour lesquelles nous éditons ce bulletin, non seulement à l'intention des lecteurs polonais, mais aussi pour les travailleurs français, particulièrement pour les militants du mouvement ouvrier français.

Notre raison essentielle de le faire, c'est que les buts et les aspirations de la classe ouvrière sont essentiellement les mêmes, ou, du moins, convergent dans le monde entier. Certes, les systèmes politiques et les situations économiques sont différents dans nos pays respectifs. Le capitalisme d'une part, la bureaucratie de l'autre exploitent de façon différente la classe ouvrière. Mais la lutte des travailleurs polonais et celle des travailleurs français poursuit un seul et même but : détruire, ici le capitalisme, là-bas le stalinisme, instaurer son pouvoir sous la forme du pouvoir des conseils ouvriers.

Dans cette présentation, point n'est besoin de développer ce point. La classe ouvrière est le groupe social le plus important ; elle produit tous les biens de consommation et les moyens de production ; c'est elle qui doit décider sur toutes les questions économiques, sociales, politiques.

Les travailleurs scientifiques et culturels, les écrivains, les artistes, les professeurs, tous ceux qui produisent les biens culturels de leur nation, font partie de la classe ouvrière.

Eclairer le sens de certains mots, c'est un autre motif de la parution du FRELON en français.

Le militant ouvrier français définit le système politique des pays de l'Est, de Pologne par exemple, comme bureaucratique et néo-stalinien.

L'ouvrier polonais, lui, définit le régime bureaucratique comme stalinien et "communiste".

Le mot "communiste" a pris pour lui un contenu haïssable.

Le lecteur français peut se demander : les ouvriers polonais ont-ils la haine du communisme?

Depuis 32 ans, les bureaucrates staliniens, à Varsovie, Prague, Budapest, se disent communistes, tout comme leurs maîtres du Kremlin, ces pillards du grand Octobre 1917.

Les travailleurs des pays du "Bloc" soviétique savent que leurs dirigeants ne sont pas des communistes, mais des renégats de la classe ouvrière, des parasites qui gouvernent sans partage en exploitant et opprimant le peuple, en dépouillant la classe ouvrière du pouvoir politique qui devrait lui revenir.

LE FRELON a pour tâche de montrer les conditions qui existent dans ces pays, de dire la vérité : ces pays ne sont pas socialistes, car la structure "Pouvoir-nation" n'a rien de commun avec le pouvoir de la classe ouvrière.

LE FRELON montrera que ce pseudo-socialisme, ce sont les cendres du grand Octobre 1917, sur lesquelles poussent les mauvaises herbes de la bureaucratie stalinienne.

Le travailleur polonais, tchèque, hongrois, ne combat pas le socialisme : le socialisme n'existe pas dans ces pays.

En URSS, les millions de citoyens torturés, assassinés du temps de Staline, les milliers d'enfermés actuels, ce ne sont pas des opposants au socialisme ; ce sont des victimes des staliniens dénaturés.

La classe ouvrière française, nourrie d'informations inexactes par la presse bourgeoise complice de la bureaucratie, s'est tue pendant des années face aux grandes vagues de répression contre les militants ouvriers des pays d'Europe de l'Est.

Les PC des pays de l'Ouest, au service du Kremlin, s'évertuaient à donner une image fautive des opposants au stalinisme.

L'eurocommunisme n'est rien d'autre qu'une des couleurs du caméléon, adaptée à une situation précise, dans le but de tromper les masses ouvrières sur les intentions véritables de ces états-majors s'ils venaient au pouvoir.

LE FRELON affirme que les mauvaises herbes staliniennes ne doivent pas être seulement coupées, mais déracinées ; c'est ainsi que les peuples seront débarrassés une fois pour toutes de ces parasites oppresseurs.

LE FRELON recevra avec reconnaissance toute sorte de critique de la part de ses lecteurs, particulièrement concernant son programme en 13 points. La rédaction répondra aux lettres de lecteurs exposant leurs points de vue, mais ne tiendra aucun compte des lettres anonymes.

Des milliers de travailleurs polonais, tchèques, russes et d'autres pays opprimés par la bureaucratie stalinienne, travaillent et vivent en France. Dans vos usines, vos écoles, vos lieux d'habitation, entrez en contact avec eux, formez des groupes de discussion sur les problèmes qui vous concernent tous.

Informez la rédaction du FRELON de la constitution de ces groupes et sur vos problèmes touchant à la collaboration avec vos camarades de travail ou d'école des pays d'Europe de l'Est.

Popularisez LE FRELON afin d'augmenter le nombre d'abonnés ; c'est la base de la parution de ce bulletin ; cela doit permettre aussi de le faire parvenir aux travailleurs polonais qui luttent dans des conditions très dures, avec le même objectif que nous.

LE FRELON a mis en premier point de son programme "Liberté du pays". La liberté ne se divise pas !

Camarades français !

Les peuples d'UESS, de Hongrie, de R.D.A., de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie et d'autres pays du "bloc" soviétique sont esclaves, tout comme les peuples d'Amérique latine et d'Afrique.

Or, un esclave ne peut appartenir à un système socialiste.

La nationalisation de l'industrie et de l'agriculture, dans les pays du "bloc" soviétique, est utilisée au profit des apparatchiki de la bureaucratie. C'est ce que nous appelons le capitalisme d'Etat.

La collaboration de l'impérialisme avec la bureaucratie est un fait patent.

LE STALINISME ET L'IMPERIALISME, VOILA L'ENNEMI.
DANS LE MONDE ENTIER.

Il n'y a pas de division entre le travailleur de l'Ouest et celui de l'Est. Il y a seulement différence entre les chaînes qui lient nos mains, nos mains de travailleurs. Certaines chaînes sont "made in USA" ou "made in UPSS", d'autres "made Smith", d'autres chaînes sont celles de cartels et trusts capitalistes. Toutes sont des chaînes.

La rédaction du FRELON remercie les actuels abonnés pour l'aide financière qui permet de commencer la parution du nouveau bulletin. Pour améliorer la mise en page, la présentation, et aussi les thèmes des articles, nous avons besoin de l'apport de nos lecteurs et de leurs lettres. Nous souhaitons recevoir des lettres.

ENSEMBLE POUR LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE

ENSEMBLE POUR LA VICTOIRE - LE SOCIALISME !

Edmund BALUKA

Le présent numéro 1 du FRELON, édition française, contient les principaux articles parus dans le n° 1 et le n° 2 de l'édition polonaise. Ont seulement été omis :

- un article de Karel Kowanda, intitulé "Les conseils ouvriers en Hongrie en 56", traduit de Listy, édition française, n° 3
- une revue de la presse française concernant les événements de Pologne
- l'appel des 17 intellectuels de Varsovie contre la répression, et divers communiqués datant de mai 1977.

A été par contre ajouté le texte d'un tract édité en supplément pour le FRELON.

EDITORIAL.-

Le régime du P.O.U.P. en Pologne emploie un système de mensonge totalitaire privant les citoyens des informations sur la situation dans le pays et dans le monde. Dans cette conjoncture, chaque voix libre et vraie est un besoin pour continuer la lutte pour l'existence et la liberté du peuple polonais.

Les écrits de "Szerszen" ne prétendent pas avoir un rôle primordial dans la transmission des informations si nécessaires à la classe ouvrière polonaise.

C'est un fait que peu de publications, de journaux et de livres édités à l'étranger arrivent à passer le rideau de fer ; cependant le peu arrive à remplir dans une certaine mesure les manques d'une véritable information dégagée de la censure bureaucratique.

Si "Szerszen" arrivait à combler ce manque, même dans une toute petite mesure, le comité de rédaction remplirait sa mission.

Quels problèmes, qui nous paraissent principaux, allons-nous soulever régulièrement dans notre bulletin ?

Une rubrique permanente sera consacrée aux événements de Pologne dont les informations passent par différents canaux à l'Occident, et lesquelles sont bloquées par le régime du P.O.U.P. à l'aide de la presse, de la radio et de la T.V.

Nous allons démasquer et commenter les articles de propagande de la presse du pays qui, sous l'oeil tendre de la censure, servent un

EDMUND BALUKA

amalgame de slogans approuvés par une équipe de spécialistes du camarade ambassadeur Pilatowicz.

Le servile arriviste Macrek dit "le rouge" a fait une réorganisation dans le domaine de la propagande, de telle manière qu'aucun honnête journaliste ne peut ébranler avec sa plume les structures chancelantes du P.O.U.P. qui s'appuient sur le mensonge, sur l'appareil policier (M.S.W. et M.O.) et couvert par la doctrine de Brejnev.

Nous allons informer la classe ouvrière de la lutte des fractions à l'intérieur du P.O.U.P. Cette lutte est la seule forme des élections dans ce système de mafia où il est de règle que chaque changement de chef provoque un déversement de sang. Ce qui a été prouvé par les révoltes à Pznan et dans les villes du littoral.

Nous allons informer des questions économiques qui ont constitué et constituent toujours le principal problème pour un système de type stalinien où la Pologne a le niveau de vie le plus bas de l'Europe.

Nous allons informer de la lutte de la classe ouvrière à l'Occident contre l'exploitation capitaliste, et nous allons parler de la collaboration des gouvernements capitalistes avec les gouvernements de l'Europe de l'Est, ce qui a pour but d'étouffer des protestations ouvrières qui, de plus en plus fortes et mieux organisées, ébranlent ces systèmes.

Nous allons faire une revue de presse des organisations de gauche de l'Occident et de certains livres décri-

vant le stalinisme en Europe de l'Est et en U.R.S.S.

Nous allons publier des documents envoyés du pays par le Comité de Défense des Ouvriers et toutes les lettres de protestation, aussi bien individuelles que collectives, contre la répression qu'applique le régime du P.O.U.P. vis-à-vis de l'opposition.

Les lecteurs de "Szerszen" pourront prendre connaissance des documents samysdat de Tchécoslovaquie, de Hongrie, d'Allemagne de l'Est, d'U.R.S.S. et d'autres pays.

Nous allons informer de la liaison des organisations de l'émigration des pays annexés par l'U.R.S.S. comme la Lithuanie, l'Estonie, l'Ukraine, dont les programmes ont pour but d'obtenir l'indépendance, ce qui nous rejoint dans la même lutte.

Cela concerne aussi les autres colonies du bloc soviétique, conquises après la seconde guerre mondiale.

Notre bulletin est surtout adressé à la classe ouvrière polonaise, qui constitue la plus importante force de l'opposition contre la dictature de la bureaucratie du P.O.U.P. dont la vie ne diffère en rien de celle de la bourgeoisie de l'Occident.

"Szerszen" se donne pour but de créer un réseau multiple d'informations en Europe de l'Est, à l'Occident et dans l'autre sens.

L'orientation du journal sera fondée sur l'idéologie de l'indépendance de tous les pays, le droit à la liberté de chaque homme et la lutte pour la vraie démocratie et le socialisme.

La rédaction de "Szerszen" se rend compte qu'il est très difficile de parler du socialisme et de la démocratie aux citoyens de pays où la classe de bureaucrates dégénérés a piétiné et sali les plus nobles idées pour lesquelles, pendant des siècles, des centaines de milliers

de combattants prolétariens ont donné leur vie.

Nous allons nous baser sur un programme qui peut être défini par cette phrase : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes". "La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être faite que par la classe ouvrière elle-même."

Dans notre programme, nous allons également soutenir la lutte d'une partie des intellectuels et des étudiants qui, après le mois de juin 1976, ont pris activement part à la consolidation de la lutte victorieuse de la classe ouvrière contre l'oligarchie du P.O.U.P. Contre cette oligarchie qui, en introduisant une hausse des prix draconiennes des articles alimentaires, avait pour but d'abaisser le niveau de vie des masses travailleuses, déjà très bas.

Le changement de certains articles de la Constitution rédigée par Gierak et son valet Babulch a eu lieu sous la pression de l'action d'une partie des intellectuels et des étudiants. Malgré ces changements, la Pologne reste attachée au bloc soviétique où les méthodes staliniennes sont toujours de rigueur, malgré la signature à Helsinki par le Kremlin de la Charte des Droits de l'Homme.

La rédaction de "Szerszen" ne veut pas apprendre à la classe ouvrière en Pologne la tactique de lutte contre le régime.

En effet, nous sommes persuadés que les Polonais ont élaboré depuis 30 ans, un très bon système de résistance qui donne des résultats limitant l'arbitraire des renégats de "la maison blanche" de Varsovie.

Le peuple polonais prend conscience de sa force et le régime est obligé de compter avec, et cela malgré l'appareil répressif qui est développé jusqu'à l'absurde (nous allons écrire beaucoup là-dessus).

L'appareil de répression coûte chaque année des milliards de zlotys, et au moment de la confrontation avec les ouvriers, se révèle impuissant en face de leur position ferme, ce dont nous avons été les témoins en décembre 1970, janvier 1971, et en juin 1976.

La ligne générale de notre bulletin sera la lutte politique pour la libération de la Pologne de l'occupation soviétique et pour la garantie des structures démocratiques et socialistes du régime dans la future Pologne libre.

Les grands traits du programme de notre bulletin, nous les donnons pour l'orientation, mais ils seront développés dans une large mesure par la suite :

- 1- La liberté du pays.
- 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis au P.C.U.S.
- 3- L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.
- 4- La dissolution des forces répressives du M.S.W. qui ont pour modèle les formations hitlériennes de S.S. et staliniennes du K.G.B.
- 5- Les syndicats Indépendants, non soumis à aucun parti, ni aux autorités gouvernementales et administratives.
- 6- Le droit à la grève (garanti par la Constitution).
- 7- La garantie de la liberté personnelle, la liberté de réunions et de rassemblements (garantie par la Constitution).
- 8- La liberté de la presse, de la radio, de la T.V., suppression de la censure (cela concerne aussi toutes les publications des écrivains et des gens de lettres).
- 9- La constitution des conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront la voix décisive dans les affaires sociales et économiques de celles-ci.

10- Le changement de la procédure d'élection au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du comité central du P.O.U.P.

11- La garantie, par la Constitution, que l'armée polonaise et les formations armées de M.O. n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.

12- L'autonomie des Universités et des Ecoles Supérieures (garantie par la Constitution).

13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S. qui sont néfastes pour la Pologne (entre autres, les accords de Yalta, Téhéran et Postdam).

Le comité de rédaction comprend que ces treize problèmes ne peuvent être réalisés dès aujourd'hui, et que c'est aussi un programme pour l'avenir.

Mais ce programme est le seul programme du peuple, et son abandon, ne serait-ce que d'un point, serait une renonciation aux aspirations et aux traditions nationales qui sont la liberté, l'honneur et le socialisme.

Le vrai socialisme, et surtout pas celui décrété et fondé sur le modèle du Kremlin, mais le socialisme polonais né de la libre discussion, né des polémiques entre les groupements de gauche et approuvé par le peuple, servant au peuple et non pas à la classe bureaucratique du P.O.U.P.

Un des opposants soviétiques a dit : les régimes de type stalinien sont très forts parce que nous avons plié les genoux devant eux -levons-nous et nous verrons que ce sont des nains que l'on peut étrangler d'une main. Il faut ajouter, en se servant de la terminologie militaire et des règles du football, que la meilleure forme de défense, c'est l'attaque.

La dernière rubrique de "Szerszen" sera consacrée aux opinions et aux lettres des lecteurs, qui seront

pour nous d'une précieuse aide pour la façon de rédiger le bulletin afin qu'il remplisse son but.

En remettant le premier numéro du bulletin dans les mains des lecteurs de Pologne, nous souhaitons avoir des jugements critiques et objectifs, ce qui nous permettrait une plus grande mobilisation dans l'amélioration du bulletin pour qu'il puisse être utile dans la lutte contre le régime du P.O.U.P.

Pour finir, je vais citer les paroles d'Ewa Wacowska, d'un livre élaboré par elle et intitulé "La révolte de Szczecin", édité à Paris par "Kultura" : "La seule forme dont les autorités (le P.O.U.P. -NDLR) ont peur et devant laquelle elles cèderont, ce sont les ouvriers. De leur position dépendra leur avenir et l'avenir de la Pologne".

Le mois de juin 1976, qui avait attaqué efficacement la bureaucratie du P.O.U.P., a uni dans la lutte commune les ouvriers, les étudiants et une partie de l'intelligentsia patriotique. Il faut ajouter à la citation de Mme Ewa que l'avenir de la Pologne dépend de la lutte commune des ouvriers, de l'intelligentsia patriotique, des étudiants et des masses paysannes.

Paris, 24.4.1977.



.- HUSAK AU SECOURS DE GIEREK -.

Extrait de "Listy"
 Organe de l'Opposition Socialiste
 Tchécoslovaque
 VIème année - N°6 - Décembre 1976

MOBILISATION CONTRE LA POLOGNE

Il n'est pas dépourvu d'intérêt de noter qu'à la fin du mois de juin, au moment où les manifestations et les grèves ouvrières éclataient en Pologne, le régime d'occupation tchécoslovaque s'apprêta à fournir son "aide fraternelle" à la bureaucratie menacée de Varsovie. Dans de nombreuses régions de Bohême, et notamment dans les zones limitrophes de la Pologne, les réservistes furent rappelés dans les casernes, tandis que l'état d'urgence était proclamé dans l'armée et dans la police.

C'est ainsi qu'en Moravie du Nord, dans la nuit du 25 juin 1976, tous les chauffeurs de poids lourds furent sommés par la police de se rendre avec leurs camions sur l'aéroport militaire situé à proximité de la frontière polonaise. D'après l'un des participants à cette manœuvre, quelques 3.000 véhicules furent ainsi rassemblés sur un seul aéroport. Des "rassemblements" du même genre eurent lieu également dans la région de Hradets. Les conducteurs durent attendre dans leurs véhicules, sans jamais obtenir d'explications ou recevoir d'instructions. Il s'agissait là de mesures aussi extraordinaires qu'imprévues, ainsi qu'en témoigne le manque d'approvisionnement en nourriture et même en eau, dont eurent à souffrir en plusieurs endroits certains des citadains mobilisés.

Après 48 heures d'attente et de confusion, ils furent renvoyés chez eux, non sans avoir dû s'engager à ne rien divulguer de ce qu'ils avaient vu. Cependant, de nombreuses personnes avaient assisté sur les aéroports militaires aux concentrations d'a-

vions destinés au transport des troupes et des parachutistes. A l'aéroport de Prague également, une quarantaine de gros avions étaient prêts au décollage. Heureusement, les équipages qui devaient être envoyés à Varsovie et dans d'autres villes polonaises ne montèrent jamais à bord. De même, les camions devaient sans aucun doute servir au transport des troupes et des unités de la police tchécoslovaque chargées "d'apporter leur aide fraternelle" à la répression des grèves et des manifestations ouvrières.

Nous savons aujourd'hui que, si ces manifestations ont été partiellement réprimées par la police polonaise, elles ont été essentiellement suspendues par le recul des autorités qui, sous la pression des manifestants, ont contremandé la décision d'augmenter les prix. Il n'en reste cependant pas moins nécessaire de noter que le mécanisme de "l'aide fraternelle" continue à être entretenu et peut être mis en branle à n'importe quel moment, sous l'impulsion, bien entendu, de Moscou ou de Milovice (1).

(1) Milovice : ville de Bohême où se trouvent le plus grand camp militaire de Tchécoslovaquie et l'état-major des troupes d'occupation.

" LA PEUR "

La lettre de l'écrivain tchèque Vaclav Havel à Husak, du 8 avril 1975, évoque de nombreux problèmes et démasque la politique funeste des dirigeants communistes du P.C. tchèque.

J'ai choisi une question qui reflète tout-à-fait la situation régnant en Pologne sous les gouvernements du P.O.U.P.

Une peur totale, une peur cachée, voilà les nouveaux traits que développe le système stalinien. Vaclav Havel écrit : "J'ai le courage d'affirmer que malgré des apparences agréables, notre société est intérieurement non seulement pas consolidée, mais au contraire s'enfoncé de plus en plus profondément dans la crise, à certains égards plus dangereuse que toutes celles connues dans l'histoire moderne.

Je vais tenter d'étayer cette affirmation. La question fondamentale qu'il faut poser est la suivante : pourquoi les gens se comportent-ils comme ils le font ? Pourquoi font-ils finalement tout ce qui crée l'image imposante d'une société totalement unie et soutenant totalement ses dirigeants ? Je pense que tout observateur impartial en est clairement conscient : c'est la peur qui mène à tout cela.

De peur de perdre sa place, l'instituteur enseigne quelque chose auquel il ne croit pas ; par peur, l'élève le répète après lui. De peur qu'on ne leur rende leurs études impossibles, les jeunes gens entrent dans l'organisation de jeunesse et y font tout ce qu'on leur ordonne. De peur que son fils ou sa fille entrant à l'université, n'obtienne pas le nombre

RIWAREZ

de points suffisants - le système de "notation politique" étant truqué - le père accepte diverses fonctions et fait "spontanément" tout ce qu'on exige de lui. Par peur des conséquences éventuelles, les gens participent aux élections, votent pour les candidats types et feignent de prendre ce cérémonial pour de véritables élections. Par peur pour leur existence, leur poste ou leur carrière, ils vont aux réunions, y votent tout ou dans le meilleur des cas se taisent. Par peur, les gens procèdent à des auto-critiques avilissantes et mentent lorsqu'ils remplissent une multitude d'enquêtes humiliantes. Parce qu'ils ont peu d'un préjudice matériel ou parce qu'ils aspirent à améliorer leur sort et flatter la direction, les ouvriers dans la majorité des cas acceptent des engagements de production. C'est pour les mêmes raisons que dans bien des cas, ils créent des brigades de travail socialiste, très conscients dès le départ que la tâche essentielle est le rapport à transmettre aux autorités supérieures. Par peur, les gens participent à différentes assemblées, manifestations et défilés. De peur qu'il ne leur devienne impossible de continuer à travailler, de nombreux savants et artistes proclament une idée à laquelle ils ne croient pas en réalité, écrivent des choses qu'ils ne voudraient pas écrire, ou bien qu'ils savent ne pas être la vérité, entrent dans les organisations officielles et participent à des travaux dont ils ont piètre opinion, ou enfin, déforment et mutilent d'eux-mêmes leurs oeuvres. Pour sauver leur existence, beaucoup de gens en dénoncent d'autres, imputant à ces derniers leurs propres actes.

Cependant, on ne peut se représenter la peur dont je parle au sens normal et psychologique de ce terme, c'est-à-dire comme un type défini et concret d'émotion : autour de soi, on ne voit personne trembler comme une feuille, mais au contraire des citoyens tout-à-fait tranquilles, aux visages exprimant la sûreté de soi. Il s'agit d'une peur au sens plus profond, je dirais "éthique". En d'autres termes, il s'agit ici de la participation plus ou moins consciente à ce sentiment collectif de menace durable et embusquée partout. Il s'agit du souci de ce qui est ou peut être menacé, d'une lente accoutumance à cette menace comme à un phénomène naturel, partie intégrante du monde. C'est l'assimilation de plus en plus large, de plus en plus réelle et subtile, de ces différentes formes d'adaptation intérieure à un unique moyen efficace d'autodéfense.

Bien sûr, il est clair que la peur n'est pas l'unique bois de construction de la structure sociale moderne."

Dans un autre passage de la lettre d'Havel, on lit quelles sont les conséquences concrètes de la vie dans un système où la peur est le bois de construction fondamental du comportement social. "On observe de plus en plus souvent que le moteur essentiel des aspirations "offensives" de l'homme, de ses aspirations à conquérir ce qu'il ne possède pas encore, devient l'égoïsme et l'arrivisme. Rarement, ces derniers temps, semble-t-il, un système social a engendré des possibilités aussi grandes, aussi illimitées pour les gens qui sont prêts à se rallier à n'importe quoi, pourvu qu'ils en tirent profit, des gens sans principes ni amour-propre qui par soif du pouvoir et aspiration à la réussite personnelle sont prêts à tout ; des laquais que ne gêne aucune bassesse, toujours prêts pour flatter les puissants à sacrifier leur dignité ou celle de leurs proches. C'est

pourquoi ce n'est pas un hasard si tant de postes du secteur public et du gouvernement sont occupés par des arrivistes, des escrocs, des individus au passé louche, ou encore de simples "ex-collabos" ; c'est-à-dire par des gens qui possèdent l'aptitude particulière à se convaincre, et ce dans tous les cas, que leur sale besogne nous préserve de quelque chose ne serait-ce que de leur éventuel remplacement par quelqu'un d'encore pire. Dans ces conditions, ce n'est pas non plus un hasard si, à notre connaissance, dans les secteurs publics les plus variés, la corruption a atteint à présent son summum, et si ces gens sont plus que jamais prêts à prendre des pots de vin et faire prévaloir de façon éhontée les opinions que leurs dictent leurs différents intérêts personnels.

LES GENS QUI CROIENT SINCEREMENT A TOUT CE QUE PROCLAME LA PROPAGANDE OFFICIELLE SONT MAINTENANT MOINS NOMBREUX QUE JAMAIS. PAR CONTRE, LE NOMBRE DES HYPOCRITES AUGMENTE. DANS UNE CERTAINE MESURE, TOUT CITOYEN EST FORCE D'ETRE HYPOCRITE."

L'écrivain, dans sa lettre, dépeint le tableau des immenses dégâts subis par la culture de son pays.

Cettefois-ci, cependant, la peur est partagée par l'élite gouvernementale qui "programme" pour ses buts égoïstes le développement de la culture.

"Là où une dictature absolue sur la société en étouffe le développement différencié, la culture est -par principe- étouffée au premier rang, non pas seulement de façon "automatique", en tant qu'entité dont l'indépendance est aux antipodes de "l'esprit" de manipulations sociales du régime, mais également de façon "programmée". Ceci découle de la peur, justifiée, que la société ne réalise, à travers la culture -instrument de sa prise de conscience- le degré de son oppression. C'est au moyen de la culture que la société élargit ses libertés et découvre la vérité.

Quei intérêt pourrait donc y trouver un pouvoir dont l'essence est justement l'étouffement de ces valeurs ? Pouvoir qui ne reconnaît d'ailleurs qu'une "vérité unique". Le monde d'une telle "vérité" ne se crée pas à partir de l'approche dialectique de la connaissance véritable, mais à partir des intérêts du pouvoir. Et c'est un monde où règne la stérilité intellectuelle, les dogmes ossifiés, une doctrine émoussée et stérile et l'arbitraire pragmatique qui en découle naturellement.

C'est un monde d'interdits, de restrictions, et de décrets. Un monde où par les mots "politique culturelle" on entend avant tout "police culturelle". Vaclav Havel avoue lui-même être, en tant que membre de cette société, l'objet d'une certaine appréhension. Mais c'est à mon avis une "peur" féconde alimentée par un sentiment patriotique devant cette menace pour l'existence spirituelle et matérielle de son pays.

"Je redoute autre chose. Toute cette lettre parle justement de ce que je redoute véritablement, notamment les conséquences atroces et durables que cette contrainte va avoir pour nos peuples. J'ai peur du prix que nous devons tous payer pour cet étouffement horrible de l'histoire, pour avoir inutilement et cruellement refoulé la vie quelque part dans les

de la société et de l'âme, et "escamoté" de force toutes les possibilités d'une vie quelque peu naturelle en société. Comme on le voit, il ne s'agit pas ici pour moi de ce que la violence imposée à la société et l'humiliation humaine nous font payer actuellement, de l'amertume de notre vie quotidienne. Il ne s'agit même pas du lourd tribut que nous serons forcés de payer sous la forme d'un long déclin intellectuel et moral du pays. Il s'agit du tribut, difficile à prévoir, que pourra imposer à chacun de nous le moment où la vie et l'histoire reprendront leurs droits."

En faisant connaître au lecteur polonais ces fragments de la lettre de Vaclav Havel, l'auteur de l'article évite à dessein de commenter les similitudes d'une large gamme de problèmes avec la situation actuelle en République Populaire de Pologne.

Le lecteur appréciera lui-même, une fois l'article terminé, à quel degré la peur et les conséquences qui lui sont liées sont à l'origine de "la consolidation sociale", celle décrétée par le régime du P.O.U.P., et la consolidation véritable, mais cachée qui systématiquement mais lentement enraie la machine renégate d'oppression du peuple. Ainsi, juin 76 a-t-il démontré que la peur dont nous parlons arrive à son terme et agonise.

LA NOUVELLE SAINTE-ALLIANCE --

En 1815, les coalisés, la Russie, l'Autriche, et l'Angleterre, après leur victoire sur l'Empire, héritier de la révolution française, proclamaient une Sainte-Alliance que la tradition populaire a baptisé "sainte alliance des rois contre les peuples". Inspirée par Metternich, elle se donnait pour tâche de maintenir les peuples -et notamment le peuple polonais- en esclavage, d'étouffer dans l'oeuf toute résurrection de la révolution.

Il ne faut pas aujourd'hui se laisser prendre à l'apparence des polémiques de presse entre presse pro-russe et pro-américaine. Si l'on va y voir de plus près, on s'aperçoit que la nouvelle Sainte-Alliance de la bourgeoisie et de la bureaucratie, de Washington et de Moscou, contre les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier, continue à fonctionner.

En Afrique

Regardons par exemple ce qui se passe en Afrique. Des troupes cubaines, armées par le Kremlin, sont intervenues en Angola pour soutenir et porter au pouvoir l'un des partis angolais, le M.P.L.A. Que n'a-t-on pas lu dans la presse des bureaucrates et de leurs amis, sur l'aide apportée par Fidel Castro au peuple angolais pour se libérer de l'impérialisme ? Dans la presse pro-américaine de l'Ouest, sur l'intrusion des mercenaires cubains servant les plans de conquête de Moscou contre la "libre entreprise" capitaliste ?

Or écoutons ce que vient de déclarer (le 12 avril 1977), M. Young, ambassadeur des Etats - Unis auprès des

ROBERT MELVILLE

Nations Unies : "certains américains ont des inquiétudes tout-à-fait exagérées au sujet de la présence des troupes cubaines en Angola. Il ne faut pas devenir paranoïaque au sujet de quelques communistes, ou même de quelques milliers de communistes". (Par "communistes", M. Young entend, bien entendu, non des partisans d'une société socialiste sans classe, mais des instruments dociles du gouvernement oppresseur de la bureaucratie privilégiée du Kremlin).

"Je ne vois pas quel mal ils ont fait" ... Bien au contraire, "ils ont apporté une certaine stabilité en Angola". Et pour ne laisser aucun doute sur le genre de stabilité dont il parlait -non pas la stabilité du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais celle de l'exploitation capitaliste- M. Young a ajouté : "Depuis que la zone d'activité de la Gulf Oil est occupée par les cubains, celle-ci peut gérer dans des conditions stables."

La Gulf Oil est l'un des plus grands trusts mondiaux du pétrole. Son siège est en Californie. Les troupes cubaines "communistes", armées par le Kremlin, veillent scrupuleusement sur les profits du trust américain, l'exploitation des travailleurs angolais et des ressources naturelles qu'il vole aux peuples d'Afrique.

On comprend que Rex Granum, porte-parole de la Maison Blanche, ait déclaré aux journalistes : "Sur l'essentiel, le président n'est pas en désaccord avec M. Young en ce qui concerne la situation en Afrique."

Au Proche-Orient

Ou bien prenons le Proche-Orient, où

les paysans et les ouvriers palestiniens luttent pour le droit à l'indépendance et à leur territoire national, auxquels ils n'ont pas moins droit que le peuple polonais et tous les autres peuples. En 1971, c'était le roi de Jordanie, Hussein, officiellement agent de la C.I.A., et ses troupes dotées d'armes américaines, qui s'étaient chargés de donner un bain de sang au peuple travailleur palestinien. En 1976, la guerre civile a éclaté au Liban. Il n'est pas vrai que c'était une guerre religieuse entre chrétiens et musulmans. C'était une guerre entre, d'un côté, les paysans, les ouvriers, les étudiants libanais et palestiniens réfugiés - parmi eux nombre de chrétiens - et les grands propriétaires terriens, les banquiers, les capitalistes appuyés par l'impérialisme américain.

Mais, cette fois, ce sont les troupes syriennes, armées par le Kremlin, qui ont envahi le Liban pour écraser le peuple, et qui continuent à l'occuper. A tout moment, Moscou aurait pu arrêter l'invasion en cessant de ravitailler l'armée d'occupation syrienne en munitions et en pièces de rechange. Brejnev s'en est bien gardé.

Pour Washington, cette situation présente de nombreux avantages : le système capitaliste est préservé, de nouveaux avantages stratégiques lui reviennent, comme en Egypte, où les bases américaines ont remplacé les russes - et ce sont des mercenaires du Kremlin qui se chargent de la sale besogne !

PAS D'ILLUSIONS

Il est parfaitement compréhensible que face aux régimes policiers des bureaucrates privilégiés, les travailleurs et les intellectuels des pays d'Europe de l'Est fassent feu de tout bois dans leur lutte pour conquérir leurs droits démocratiques, leur liberté d'expression, de publication, de réunion, le droit de s'organiser dans des syndicats à eux, le droit de grève. Il est parfaitement compréhensible qu'ils se

réclament des conventions internationales des droits de l'homme, ratifiées par tous les gouvernements de l'Est de l'Europe, ou de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, signés par ceux-ci. Mais ils doivent se garder de toute illusion. Contre les aspirations des peuples travailleurs du monde, contre les aspirations des masses travailleuses d'Europe de l'Est et de l'Ouest à la justice et à la liberté, contre leur volonté de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression, de défendre leurs conquêtes passées et d'instaurer la démocratie socialiste, bourgeois et bureaucrates sont unis comme les doigts de la main !

C'est précisément leur volonté de resserrer cette alliance contre-révolutionnaire, alors qu'en Europe, les régimes capitalistes de l'Ouest et les régimes bureaucratiques de l'Est sont chancelants et ébranlés comme jamais dans le passé, qui a inspiré les accords d'Helsinki. Nous reviendrons sur le contenu de ces accords dans le prochain numéro du "Frelon". Il faut bien se garder de se laisser prendre aux belles phrases sur la liberté et la démocratie. Le Traité de Versailles, en 1919, proclamait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et taillait les frontières de l'Europe dans la chair vive des nations. Avant lui, tous les accords entre les puissances pour se partager la Pologne ne proclamaient-ils pas la volonté des Etats carnassiers d'œuvrer au bonheur et à la liberté des peuples ?

Peut-on croire sérieusement un seul instant que l'impérialisme américain, qui maintient lui-même en esclavage les peuples d'Amérique Latine et des deux tiers du monde, va voler au secours des peuples esclaves de la bureaucratie rapace et aggresseuse du Kremlin ?

Les travailleurs polonais ne doivent pas oublier, notamment, que lors du 25 juin 1976, les bourgeois de tous les pays ont témoigné leur sympathie à ce malheureux Glerok, contraint par les grèves et les manifestations ou-

rières d'annuler une hausse des prix qu'eux, bourgeois capitalistes, considéraient comme pleinement justifiée au nom des "lois de l'économie" !

En fait, comme l'a exposé avec cynisme Sommenfeldt, l'adjoint de Kissinger, dans son fameux rapport, le gouvernement des Etats-Unis ne conteste nullement la domination russe sur l'Europe de l'Est. Ce qu'il lui reproche, c'est de ne pas parvenir à faire régner l'ordre sur cette partie

du monde, dont la Sainte-Alliance des bourgeois et des bureaucrates, depuis le temps de Yalta et de Postdam, lui a confié la responsabilité.

"Ni dieu, ni César, ni tribun !" Les alliés des travailleurs polonais, des travailleurs de toute l'Europe de l'Est, ce ne sont pas les gouvernements impérialistes de l'Ouest. Ce sont les travailleurs de l'Ouest, en lutte, eux aussi, contre la Sainte-Alliance.

- LA PSYCHOSE -

Jeudi 13 mars, tard dans la soirée, dans la grande salle de l'hôtel "Mondial" à Cologne, s'est tenue une Conférence de Presse du professeur L. Kolakowski et du jeune historien séjournant depuis quelques mois en Occident, A. Michnik.

Durant cette conférence, il a été question des événements du mois de juin de l'année passée, et principalement des manœuvres du P.O.U.P. à propos de l'affaire allemande.

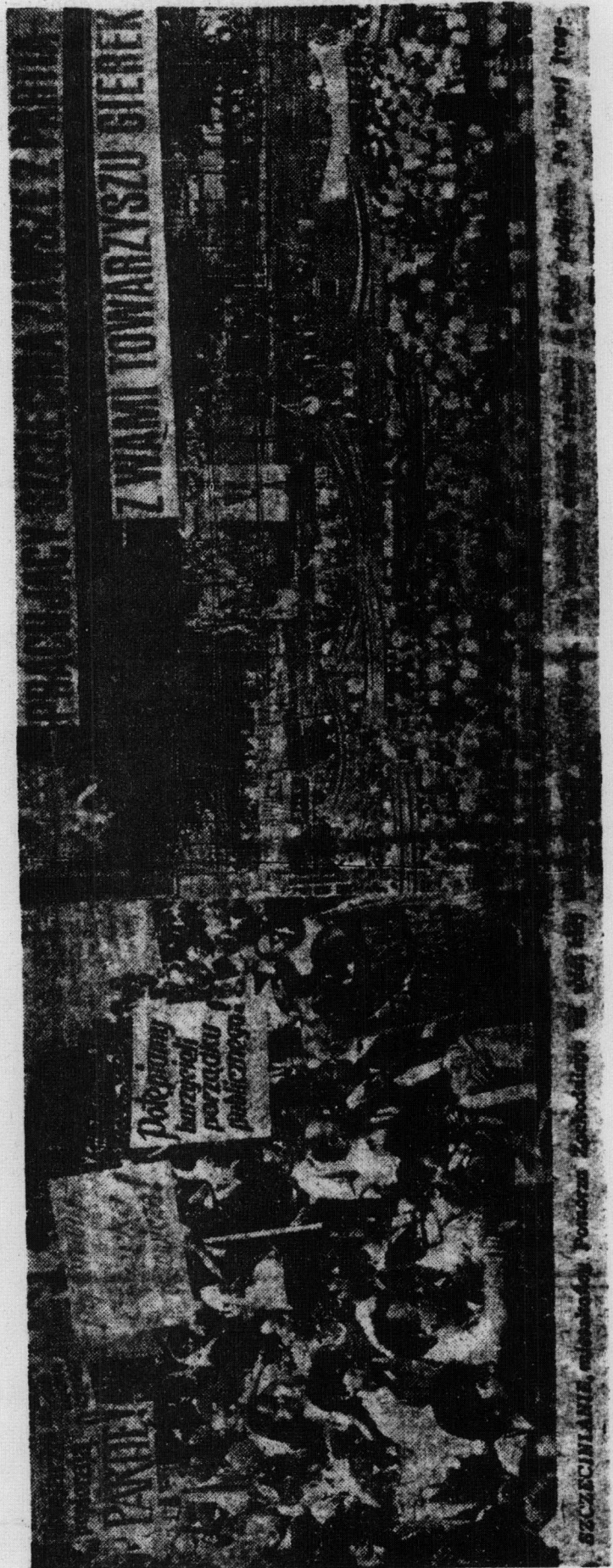
Ces derniers temps, les autorités polonaises ont de nouveau relancé une propagande anti-allemande. En essayant de détourner l'attention de la population des véritables sources de son infortune et en jouant sur les sentiments anti-allemands nourris lors des terribles années du nazisme. Cette propagande nuit à l'entente germano-polonaise.

Elles veulent faire croire à la population, trente deux ans après la guerre et longtemps après que le Bundestag ait reconnu la solidité des frontières polonaises à l'Ouest, à la grande satisfaction de tous les polonais, que le plus grand danger pour la Pologne vient des révisionnistes Ouest-allemands, et non pas de l'actuel système despotique de gouvernement. Il est clair qu'il s'agit seulement d'une manœuvre artificielle de propagande.

En effet, au cours des dernières années, il n'y a pas eu du tout d'agitation anti-allemande en Pologne, et aucun événement en Allemagne ne peut justifier la reprise de celles-ci en ce moment. Le but de cette propagande est de désorienter la population et de la désarmer devant les véritables dangers.

"Ainsi s'est terminée la manifestation des travailleurs de Poméranie de l'Ouest. Les membres du parti et ceux n'en faisant pas partie, les militants des organisations politiques, la jeunesse, des représentants de la vieille terre des Piasts de l'Oder et de la Baltique. Nous venons d'apprendre qu'une délégation de la ville de Stargard d'un millier de personnes s'est rendue hier soir à la manifestation de Szczecin en train. Malheureusement, le trafic ayant été désorganisé par suite de travail insuffisant de certains employés du P.K.P. (Société des Chemins de Fer Polonais), le train emmenant ce groupe n'est pas arrivé à temps pour la manifestation. Il semble nécessaire d'éclaircir les raisons de ce désordre, dont ce n'est pas le premier exemple, et d'en tirer des résolutions pratiques. Nous avons d'ailleurs été informés que pour l'éclaircissement de cette affaire, le Comité de Voïvodie du P.O.U.P. a pris les mesures indispensables, entre autres des motions individuelles concernant certaines personnes."

"Kurier Szczeciński" du 26 juin 1976 donne en première page une photo de la manifestation de soutien au parti et au camarade Gierek dans la lutte contre les agitateurs qui troublent l'ordre public établi par le parti. Une des banderolles assure du très fort soutien des cheminots à la "force constructive" de la nation. La véracité de cette déclaration paraît douteuse au lecteur attentif s'il la compare avec les informations de la page 3 du même journal (ci-dessus). Il s'avère que le soutien des cheminots en question consiste à avoir organisé un désordre qui a empêché l'arrivée de 1.000 travailleurs pour appuyer activement l'ordre public. Conclusion : les curieux comprendront page 3 qui porte la banderolle que l'on voit page 1.



UNE ROUTE CHAOTIQUE .-

J'ai devant moi une série du "CARNET DU LECTEUR" édité par le C.C. du P.O.U.P. à Varsovie. Sur la couverture, fortement souligné : "à usage interne". Voici donc une lecture pour le militant du parti, quelque chose d'inaccessible évidemment au citoyen moyen de la République Populaire de Pologne, pas plus d'ailleurs qu'au simple adhérent du rang -statistiquement parlant.

Dans l'introduction du N°7 du "Carnet du Lecteur" du 15 Novembre 1976, on lit :

"Il est beaucoup plus facile et plus agréable d'écrire et de parler des succès et des acquis que des affaires difficiles et impopulaires. Les lecteurs du "Carnet du Lecteur" auront cependant certainement remarqué que dans presque chaque numéro nous évoquons justement les problèmes les plus difficiles. Nous le faisons à dessein, car nous voulons que chaque militant soit au courant de la situation existant dans toutes les branches de la vie économique et politique du pays, qu'il ait une information complète et des arguments justement avant tout sur ces questions difficiles et souvent embrouillées".

Sans porter un jugement critique sur les buts "d'éducation" du militant du parti, je vais faire connaître au lecteur quelles sont les questions difficiles pour lesquelles le militant du parti doit avoir des arguments.

Dans le N°11 du "Carnet du Lecteur" du 13/12/76 on lit, page 16 : "Le commerce, particulièrement ces derniers temps (après le 25 juin 76 NDLR), à cause de l'immense pression

RIVAREZ

des clients et de l'augmentation des achats, s'exerce dans des conditions difficiles."

Et voilà comment le militant du parti dans ses discussions avec les ouvriers, sans endosser la toge du professeur, explique les problèmes de nature socio-économique en République Populaire de Pologne.

Quelle est la cause de cette immense pression des clients sur les employés du secteur commercial, et que signifient ces augmentations d'achats faits par les citoyens de la République Populaire de Pologne ?

Est-ce que les polonais seraient entrés dans la phase de la société de consommation qui existe depuis de nombreuses années dans les pays capitalistes ? Pour un activiste du parti, le phénomène suivant est difficile à analyser : comment les polonais ont-ils tellement d'argent qu'ils vident par leurs augmentations d'achats les entrepôts et les rayons des magasins ?

Laissons de côté le problème des changements sociologiques de la société polonaise vis-à-vis de "l'agression de la société de consommation", changements qui sont le produit du progrès de la civilisation de tous les peuples. Je parlerai de la pression des clients sur les centres du commerce socialisé, en me servant du matériel de la presse du parti et des publications officielles de la République Populaire de Pologne. Bien sûr, je ne suis ni militant ni membre du P.O.U.P., et des centaines de kilomètres me séparent des rayons des magasins en Pologne. Je n'ai d'ailleurs pas non plus la possibi-

lité de discuter avec des travailleurs puisque je mène la vie difficile d'un exilé politique.

Mais dans le "Diable Boiteux", le héros du livre qui a libéré un diable enfermé dans une bouteille par un magicien, peut comme récompense observer la vie cachée de Paris. Le diable fait disparaître les toits et les plafonds des maisons et son sauveur découvre toute la gamme du bien et du mal qui, dérobée au regard, constitue le secret et la forme fondamentale de l'existence du genre humain.

Plongé dans le tourbillon de la vie quotidienne à l'étranger, j'aimerais tellement, ne serait-ce qu'un jour, devenir ce diable et, grâce à la magie, transmettre les images de vie à Londres, Paris, Bruxelles, des autres villes et endroits où je vis depuis cinq ans.

Il faudrait cependant ne rendre public que progressivement ces images de l'approvisionnement des magasins, des vitrines, des publicités et des gens simples qui achètent ces marchandises, des ouvriers, des employés. En effet, tout montrer brusquement pourrait provoquer une crise cardiaque chez nombre de ménagères faisant des heures de queue pour acheter de la viande de bas prix, ou repartant chez elles le sac à provisions vide et "combinant" selon la vieille coutume polonaise quelque chose pour le repas

Dans le numéro suivant du "Carnet du Lecteur", la "camarade" Jadwiga Lokkaj, vice-ministre du Commerce Intérieur et des Services, présidente de la coopérative Spolem, dans un chapitre intitulé : "Il a la parole" informe que : "la période de manques en allumettes qui s'était produite en Juillet et Août du fait de la diminution de la production dans deux entreprises est maintenant terminée. Actuellement, les magasins Spolem disposent de réserves suffisantes pour cet article."

C'est comme dans le film "Autant en emporte le vent". Peuple ! Sois reconnaissant au parti, car grâce à lui tu peux allumer le gaz de la cuisinière ou une cigarette, et dans un pays abondant en forêts, un potentat mondial de la production de soufre t'offre la possibilité de profiter de la formidable invention qu'est l'allumette !

On a recouvert une route pleine de nids de poules d'un "emplâtre d'asphalte". Sur cette route étaient passés auparavant les rouleaux compresseurs des équipes de Radom, Ursus, Ptock, mais la camarade vice-ministre du Commerce a expliqué que : "si apparaissaient parfois des manques momentanés (outre la viande et les graisses) en articles de consommation de masse, ils découlaient soit de livraisons irrégulières de la part de l'usine, soit de problèmes de transport connus de tout le monde."

Au bout de 32 ans d'une gestion économique "infaillible", "intelligente" et "planifiée" dirigée par "l'avant-garde" du pays, ça cahote méchamment sur les "nids de poule" de la route vers l'avenir lumineux du peuple polonais. Pourtant, le parti est très surmené, car la camarade Lokkaj écrit : "Pour la période des fêtes, nous avons acheté une quantité supplémentaire de thé, de café et d'articles comme les oranges, les raisins de Corinthe ; et à partir de la mi-Décembre il devrait être facile de s'en procurer dans les magasins".

"Ave, Caesar, morituri te salutant !" criaient les gladiateurs. Vive le Parti ! Grâce à toi, ô Parti, l'enfant de l'ouvrier polonais va connaître le goût d'un fruit du Sud et durant les leçons de choses pourra décrire sa forme, son goût et sa couleur.

Comme le "tremblement de terre" de Juin 76 en Pologne, dont l'épicentre se trouvait dans des endroits comme Ursus ou Radom, a été utile !

En effet, dans un article intitulé "Feu vert pour la production du marché"

(Carnet du Lecteur N°15 du 10 Janvier 1977), il est dit : "Il est également entrepris la liquidation des manques actuels en articles de papier comme le papier de toilette, les couches pour enfants, les mouchoirs, etc..."

La reconnaissance des nouveaux citoyens tout juste nés est garantie, les enrhumés ne cracheront plus sur les slogans du parti, mais dans des mouchoirs en papier. Quant au rédacteur en chef de "Trybuna Ludu", il sera mécontent, car son journal va perdre une de ses utilités. On continuera à l'utiliser dans les poissonneries, mais dans les gares, les "dames-pipi" n'en distribueront les colonnes déblitées en morceaux : une fois les distributeurs installés, y mettront ces rouleaux de papier tellement nécessaires que même les "chefs" de la nation ont remarqué que cela falsait un trou dans la route qui mène (excusez-moi, c'est le P.O.U.P. qui parle) au socialisme.

Faute de place dans ce bulletin, nous allons abandonner les questions économiques suivantes et jeter un coup d'oeil sur le contenu du N°3 de "Problèmes et Matériel" édité par le C.C. du P.O.U.P., daté du 21/1/77 et du 9/2/77.

En page 30, un titre menaçant : "Suivant la légalité socialiste", de Lucjan Czubiński, Procureur Général de la République Populaire de Pologne : "Ce ne sont pas les ouvriers qui ont mis le feu et pillé. Ce fut l'oeuvre de marginaux toujours prêts à mettre à profit de telles occasions pour leurs exactions de bandits. Par contre, il faut souligner que personne parmi les détenus, ni même en dehors d'eux, n'a été traduit en justice pour participation aux discussions dans les entreprises ou aux arrêts de travail."

Pour le rédacteur Zbigniew Jarzabkowski qui interviewait le camarade Procureur Général : "L'affaire est claire et a été totalement élucidée."

Quel étrange pays que la Pologne, et combien plus étranges encore apparais-

sent ces marginaux de la société polonaise. Une fois l'augmentation des prix rendue publique, 3.000 "marginaux" travaillant à Ursus quittent leur usine, tordent des rails de chemin de fer et bloquent Varsovie à l'aide d'une locomotive déraillée. Les travailleurs de Radom construisent des barricades, mettent le feu aux bâtiments du parti, et attaquent les représentants des services de sécurité et de la Milice Civile. Quels marginaux imposants ! 24 heures plus tard, le camarade Premier Ministre annule sa décision d'augmenter les prix, cédant à des "marginaux sociaux".

En décembre 70 à Gdansk, Gdynia, Elbląg et Szczecin, des "marginaux sociaux" également mettaient le feu aux bâtiments du parti et des syndicats et 300 bandits, dans la journée du 22 janvier 71, terrorisaient les travailleurs des docks Warski de Szczecin -comme le déclaraient la presse et les tracts jetés par hélicoptères- et occupaient les docks durant trois jours. Et pourtant, les camarades Gierk et Jaroszewicz frappaient à la porte des docks et neuf heures durant, d'égal à égal, répondaient aux revendications des grévistes et les acceptaient.

Camarade Procureur Général de la République Populaire de Pologne, ce n'est pas la classe ouvrière polonaise, en se défendant farouchement, qui est en marge de la société polonaise. Mis à part de véritables criminels qui vivent "socialement en marge", ce qui se trouve dans tous les pays, les marginaux véritablement dangereux pour le pays, ce sont les marginaux de l'élite gouvernementale, à laquelle vous appartenez, vous et tout l'appareil de répression pour la défense de la tranquillité du citoyen, mais dont la pointe est dirigée avant tout contre le peuple en lutte pour un minimum d'existence et de liberté personnelle et ce, avec des résultats chaque fois meilleurs.

Rédacteur Jarzabkowski, pour vous

l'affaire est claire et élucidée, mais pour le peuple polonais, il faut changer vos termes de "légalité socialiste" en ceux "d'arbitraire de bandits et de mafiosi", cette pratique que le régime

du P.O.U.P. et vous-même camouflez pour les deniers de judas qu'on vous verse à la caisse qu'alimente l'exploitation des ouvriers et la société.

- HUMOUR POLONAIS -

§ L'Académie Polonaise des Sciences adresse à l'un de ses membres une lettre où il lui est demandé de justifier son absence à plusieurs réunions.

Le professeur concerné répond : "On n'a encore jamais demandé à un seul membre de l'Académie de justifier de sa présence aux réunions, je ne vois donc pas pourquoi, moi, je devrais justifier de mon absence !"

§ -Quelle est la différence entre Gomulka et Gierek ?

-Aucune, mais Gierek ne le sait pas encore.

§ -Qu'est actuellement en Pologne le summum du manque de tact ?

-Souhaiter à quelqu'un bon appétit !

§ Actuellement, les boucheries sont ouvertes sept jours sur sept en Pologne : durant les six premiers jours, on n'y trouve que de la m..., et le dimanche mène.

§ Quelqu'un entre dans une boucherie et accroche son manteau à l'un des crochets pour la viande.

-Que faites-vous ? s'écrie le vendeur. Vous ne voyez pas que c'est une boucherie ?

-Ah pardon ! Je l'avais prise pour un vestiaire : il n'y a que des crochets.

ITINÉRAIRE INDiqué PAR
LES BUREAUCRATES



Mais comment réparer
un véhicule.

LA GAUCHE FRANÇAISE, ALLIÉE DE L'OPPOSITION EN EUROPE DE L'EST .-

Cs

Au moment de l'aggravation du conflit entre le parti et la société, la partie oppositionniste de la société peut-elle compter sur l'aide et l'appui de l'Europe de l'Ouest ? Sur qui peut-elle compter et dans quelle mesure ? On ne peut attendre beaucoup des gouvernements entraînés dans des marchandages diplomatiques et commerciaux. Il existe une autre force, qui n'a pas de correspondance en Pologne, c'est l'opinion publique qui dispose de libres possibilités politiques d'organisation et de militer. C'est la gauche qui est la partie la plus forte et la plus vivante de la société engagée politiquement.

La gauche française, depuis des années à côté de sa lutte pour les affaires des travailleurs, est engagée profondément dans la lutte des autres peuples dans les différents coins du monde.

L'affaire de l'Algérie il y a 20 ans, du Vietnam, de la Tchécoslovaquie, du Chili, des palestiniens, ont mobilisé pendant des années des dizaines de milliers de gens.

Les formes de l'aide étaient diverses (par une information massive, la défense des militants qui comparaissent devant des tribunaux partiels, par l'aide matérielle et technique, l'aide de l'imprimerie et médicale, jusqu'à celle de l'obtention d'armes). La seule partie du monde au sujet de laquelle régnait le silence, c'était l'Europe de l'Est.

Pourquoi ?

Aux "yeux de l'Occident", le fait que dans le monde entier, sauf nous", apparaissaient des conflits de

MONTER

différentes sortes (et continuent d'apparaître), que partout les gens se mettaient en lutte, formalisent leurs idées, que les imprimeries tournaient, qu'à la terreur on répondait par une contre-terreur, paraissait curieux, et que seulement dans notre partie du monde, sauf des soulèvements spontanés, régnait un mauvais silence.

Le fait qu'une partie de la gauche française, à cause de raisons idéologiques, contrecarrait toute information en désaccord avec les intérêts de l'U.R.S.S. contribuait à cet état de choses.

En décrivant un panorama hâtif de la gauche française, je commencerai par le Parti Communiste. Ne voulant en rien diminuer ses grands mérites pour le monde du travail, son excellente organisation et sa combattivité, il faut dire ouvertement que ce sont justement les communistes français qui veillaient à ce qu'il n'y ait pas de taches sur "l'image idyllique" des pays socialistes aux yeux des gens progressistes de l'Occident, même quand cette image était tachée de sang. Même au moment du rapport de Kroutchev qui révélait les crimes de Staline, il défendait Staline et n'hésitait pas, en reprenant "Trybuna Ludu", à traiter les ouvriers polonais révoltés de "houligans".

De nombreuses raisons ont fait que le Parti Communiste Français est entré dans une période de changement. Ces changements se font lentement, et jusqu'à maintenant, n'ont pas beaucoup à voir avec une honnête analyse de ses propres erreurs, mais on peut risquer une affirmation selon laquelle ce parti, n'étant pas encore notre allié,

cesse d'être un ennemi des travailleurs d'Europe de l'Est.

Un autre grand parti français de gauche est le Parti Socialiste qui, au cours des dix dernières années, est revenu à son ancienne vitalité. Ce parti, avec sa longue et riche histoire, possède le plus grand soutien parmi toutes les organisations et les groupements qui composent l'Union de la Gauche.

Ces deux partis dont nous parlons, malgré les différences qui les séparent, ont réuni leurs actions et ont de sérieuses chances d'arriver au pouvoir en France par la voie parlementaire.

La gauche française ne se limite pas à ces deux grands partis. Tout un éventail de nuances politiques, d'hommes groupés ou non dans diverses organisations politiques, y adhèrent. L'ensemble de la gauche française a le soutien de 50% des électeurs.

L'aile gauche de la gauche contient une série d'organisations de caractère extrémiste, profondément engagées dans le mouvement ouvrier du monde entier, et qui sont unies avec l'ensemble de la gauche par une sensibilité aux questions de la justice sociale, et qui cherchent de nouvelles solutions pour la réaliser.

Les événements de ces dernières années, aussi bien au sein de la gauche française que dans les pays socialistes, ont apporté un changement essentiel par rapport aux problèmes des conflits en Europe de l'Est.

La plupart de la gauche en France s'est prononcée clairement de notre côté en entraînant avec elle le Parti Communiste. De notre côté, c'est-à-dire du côté de tous ceux qui ont osé s'opposer à la dictature du parti, soit dans le domaine de l'existence, de la religion, des questions nationales, soit dans le domaine des libertés des citoyens garanties par la charte de l'O.N.U. et ratifiées à Helsinki - en Pologne, en Tchécoslova-

quie, en U.R.S.S.

Des milliers de gens, groupés dans des organisations ou non, des gens de la rue comme des noms du monde de la culture et des sciences de renommée mondiale, se sont rassemblés dans l'action commune.

On se demande si la lutte menée en France pour les opposants en U.R.S.S. peut être efficace.

Dès maintenant, on peut répondre oui à cette question.

Le pouvoir suprême en U.R.S.S. et ceux des pays de la démocratie populaire, en soutenant qu'ils sont des gouvernements de la classe ouvrière, et qu'ils ont créé un système de justice sociale, supportent très mal d'être mis en accusation devant le monde entier. Surtout si cette attaque vient du côté de la gauche.

Je vais raconter brièvement deux meetings de plusieurs milliers de personnes qui se sont tenus à Paris.

En octobre 1975 a eu lieu un meeting pour la libération de Pliouchtch d'un hôpital psychiatrique en U.R.S.S. (les hôpitaux psychiatriques sont des formes de torture pour les opposants en U.R.S.S. Nous y reviendrons dans un autre contexte). Pliouchtch est un mathématicien ukrainien.

En octobre 1976, la salle avait acclamé Pliouchtch qui se trouvait, cette fois-ci, à la tribune. Le meeting avait alors pour but la libération de prison de Wlodymirsk et de W. Boukovski qui après presque 13 ans d'emprisonnement (il a 34 ans) est devenu le symbole de la résistance.

En même temps, le meeting réclamait la libération des prisonniers de la junte du Chili.

Ce meeting était seulement l'un des éléments de la campagne menée sur les deux faces du globe. Il est un fait que, quelques mois plus tard,

l'U.R.S.S. et le Chili procédaient à un fameux échange.

Boukowski, libre, est descendu de l'avion russe, et le premier secrétaire du Parti Communiste Chilien est descendu de l'avion chilien pour monter dans l'avion russe.

Je me suis attardé sur cet exemple spectaculaire. Bien sûr, les interventions de ce genre ne donnent pas toujours des résultats immédiats, mais dans une certaine mesure lient les mains et empêchent d'aller jusqu'au bout dans la répression.

Souvent, la meilleure arme pour ceux qui risquent de se trouver sous le coup de la répression ou y sont déjà, est le bruit pour se faire entendre au-delà des frontières de leur pays, par des alliés parlant des langues étrangères, qui sont prêts à donner à l'affaire le nécessaire retentissement.

Une certaine ouverture dans les rapports avec l'Occident peut être un des moyens efficaces pour lier les mains de la bureaucratie du parti qui étouffe toutes les manifestations de l'opposition.

.- "E C H A R D E S" -.

§ De "Kultura", un mensuel polonais parisien -

1- La presse du pays annonce qu'on a créé "des fermes militaires d'agriculture et d'élevage" sous la direction des agronomes. Les soldats effectuant leur service militaire vont s'occuper d'élevage. Les premières fermes de ce genre ont été créées en Basse-Silésie.

..... Nous serions curieux de savoir quels insignes vont porter les soldats en question ? Nous proposons "un groin de porc" ou "des cornes de mouton".

2- A Varsovie, est mort à l'âge de 89 ans le général Jozef Stebelski, "chargé auprès du gouvernement des affaires concernant le stationnement de l'armée soviétique en Pologne".

Nous ne savions pas qu'il existait un tel poste.

..... Nous serions curieux de savoir s'il a été décoré de "l'ordre du mérite de l'Union Soviétique".

3- La revue "Les lois et la vie" écrit que "les rédacteurs Maria Osia-dacz et Tadeusz Kur ont reçu une médaille de la part du Procureur Général R.P.P. -Lucyan Crubinski- pour

avoir contribué à la lutte pour le respect des droits et la sauvegarde de l'ordre public".

"Pour mérites rendus au Procureur Général de la République R.P.P." "Nos félicitations". Les nôtres également.

Ils ont vraiment mérité cela, car ce sont des gens triés sur le volet.



EDITORIAL

N° 2

ÉDITION POLONAISE

L'ORDRE NE RÉGNE PAS À VARSOVIE

En ce 25 juin 1977, premier anniversaire de la grève massive et des manifestations qui ont contraint le gouvernement Gierk-Jaroszewski à abandonner ses mesures anti-populaires de hausses des prix, les thuriféraires des maîtres du Kremlin et de leurs satellites de Varsovie aimeraient à faire croire que l'actuelle vague de répression a mis le peuple travailleur de Pologne à genoux. La "grande presse" de l'Ouest abonde dans le même sens: les arrestations auraient "disloqué" l'opposition. Ne faut-il pas que la conférence de Belgrade se déroule sans être perturbée? Que les complices de la nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire puissent y comploter de nouvelles mesures contre les peuples?

C'est rien n'est plus contraire à la vérité. En attestent les manifestations, dont nous parlons par ailleurs, qui ont déferlé, à partir de Cracovie, sur les plus grandes villes du pays à la suite de l'assassinat de l'étudiant Stanislas Pyjas par la milice. En atteste l'annonce, par les étudiants de Cracovie le soir du 15 mai, en ce lieu historique où fut prononcé par Kosciusko le serment du 24 mars 1774, de la constitution du Comité de solidarité étudiant, en présence de 3 000 manifestants, parmi lesquels une nombreuse délégation des ouvriers du grand complexe sidérurgique de Nowa Huta; et leur volonté de créer une authentique association des étudiants, indépendante de la bureaucratie et de son parti, le POUP, réellement représentative de leurs aspirations.

Depuis ce jour, les protestations ne cessent de s'accumuler contre l'arres-

tation, maintenue à la mi-mai, de huit membres du KOR (seul, Jan Jozef Lipski a été libéré); contre la détention de cinq ouvriers arrêtés à la suite du 25 juin 1976, deux d'Ursus et trois de Pabon; contre les nouvelles arrestations comme celle de l'ouvrier des chantiers navals A. Warski de Szczecin, Jozef Szymanski, ancien membre du Comité central de grève en janvier 1971, déjà deux fois emprisonné depuis, et de nouveau arrêté le 6 mai 1977.

Plus de 1 500 personnes ont déjà signé les diverses protestations: celle des 17 intellectuels polonais, celle des 33 intellectuels de Wroclaw, celle des 425 intellectuels, techniciens, étudiants, employés et ouvriers de Varsovie, celle des 95 étudiants de l'université de Lodz, celle des 349 habitants du village de Zbroza Luza unanimes, ...

Bien loin d'être abattu, le peuple travailleur de Pologne est plus que jamais résolu à lutter pour la liberté et la justice, pour la démocratie socialiste contre ses oppresseurs. Et la colonne vertébrale de son combat, c'est la classe ouvrière. La classe ouvrière, qui se bat pour ses droits fondamentaux: le droit de s'organiser dans des organisations syndicales de son choix, indépendantes de la bureaucratie de l'Etat et du POUP; qui se bat pour le droit de défendre ses intérêts contre les bureaucrates par la grève; qui se bat pour les libertés de tout le peuple.

Les intellectuels se sont organisés, les étudiants s'organisent; les ouvriers s'interrogent: à quand notre tour? Comment nous organiser? Le Frelon contribuera de toutes ses forces à les aider à accomplir cette tâche. Le jour où ce problème sera résolu, le glas de la bureaucratie sonnera dans toute la Pologne!

COMITE ETUDIANT DE SOLIDARITE

DÉCLARATION DE CONSTITUTION

CRACOVIE, LE 17 MAI 1977

Le 16 mai 1977, une fois achevé le défilé funèbre à la mémoire de notre camarade Staszek Pyjas, mort tragiquement, la déclaration de fondation du Comité étudiant de solidarité a été lue en public. Le lendemain, les représentants du CES informaient, dans une lettre spéciale, le maréchal de la Diète de la République populaire de Pologne de la naissance du Comité.

Nous rappelons que la cause directe de cette initiative a été l'attitude des responsables régionaux et étudiants qui, non seulement ont refusé d'entendre toutes les voix exigeant le respect du deuil décrété, mais ont de plus fait usage de diverses formes de répression envers ceux qui participaient au boycott de la "Fête de la jeunesse".

Le Comité étudiant de solidarité est l'instrument de tous les gens de bonne volonté appartenant au milieu étudiant, prêts à apporter leur aide aux victimes de la répression exercée par le pouvoir pour avoir eu le courage de manifester leurs opinions personnelles indépendantes. Les formes d'entraide dépendront des situations concrètes et engloberont des actions d'information, des actions judiciaires et, dans les cas le justifiant, des actions financières. Notre activité a un caractère "avoué" et tout à fait ouvert. Elle s'appuie sur la collaboration volontaire des membres qui ont déclaré l'accepter. De plus, le Comité étudiant de solidarité a délégué dix porte-parole

pour le représenter publiquement à l'université.

Le Comité étudiant de solidarité constate que l'organisation unique officielle du milieu étudiant existant jusqu'à présent ne représente pas les véritables intérêts des étudiants, en raison de sa structure centralisée qui entraîne la formation d'une élite dirigeante jouissant de privilèges, et de par l'étroite dépendance de cette élite envers l'administration de l'université.

La pratique prouve que la direction de la SZSP (syndicat socialiste des étudiants polonais) a pris plus d'une fois position contre les véritables intérêts de l'ensemble des étudiants.

Ses interventions lors des "Fêtes de la jeunesse" de Cracovie du 12 au 15 mai en étaient l'exemple le plus évident.

C'est pourquoi il est devenu nécessaire de prendre l'initiative d'actions qui conduiront à la création d'une organisation étudiante indépendante.

Le Comité étudiant de solidarité s'associe à toutes les initiatives sociales dont le but est la défense des personnes contre les tracasseries menaçant leur liberté et leur dignité.

Nous accordons notre complet soutien moral au Comité de défense des ouvriers victimes de la répression à la suite des événements du 25 juin 1976.

Notre activité est ouverte à tous les étudiants, quelles que soient leurs opinions et leurs responsabilités politiques.

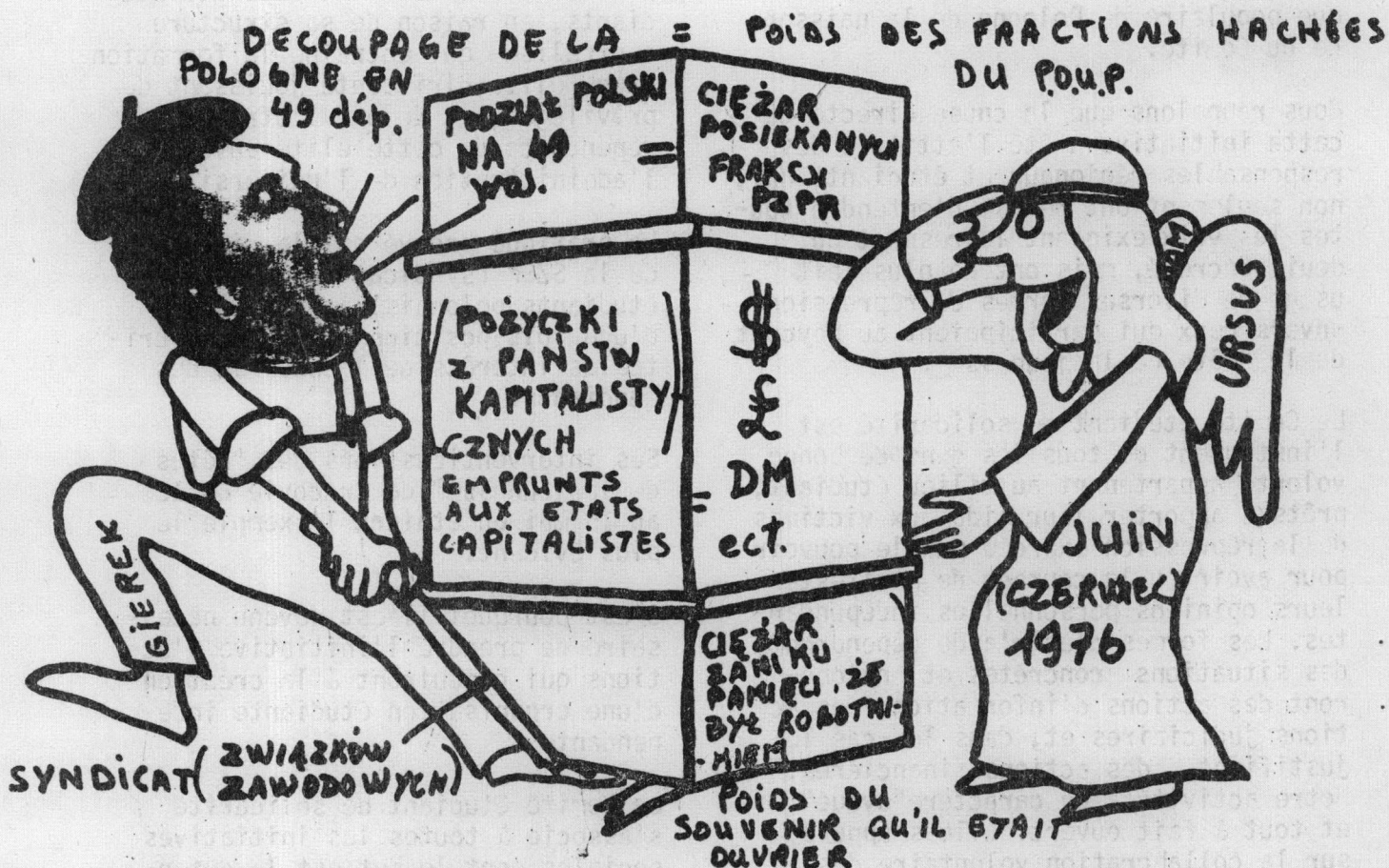
L'activité indépendante du Comité s'appuie sur la conviction.

Le Comité étudiant de solidarité adresse son appel à tous les étudiants, pour que soient révélés tous les cas de répression pour participation à une action d'écide envers les personnes ayant subi un préjudice.

C'est moralement le droit et le devoir de chacun d'entre nous:

Comité étudiant de solidarité :

Laslaw Malasska
Andrzej Balcerak
Liliana Betko
Elzbieta Rajewska
Malgorzata Tetkiewioz
Euguslaw Ernik
Jozef Ruszer
Joanna Burczyk
Mieslaw Bek
Bronislaw Hildstein



(Człowieku, trzeba było myśleć!)
Bonhomme, il fallait réfléchir!



l'unité en direction des députés P.C.F. et P.S., en direction des dirigeants à tous les niveaux et en premier lieu au niveau local et des entreprises, au niveau de chaque bureau, atelier, service, usine, chantier.

DEUX POINTS DE VUE SUR HELSINKI

ASSEZ DE DIVISION !

Le 15 juin 1977 commencera à Belgrade la réunion des représentants des pays qui ont participé à la Conférence sur la réduction de l'usage de la force armée à Helsinki en 1975. Cette rencontre a pour objet de rendre compte de l'état de la réalisation des résolutions de l'Acte final de la conférence d'Helsinki.

L'Acte final n'a pas permis de rester, comme jusqu'à présent de nombreuses déclarations comprenant seulement des intentions verbales, un document qui lie un lien entre la division et les grèves.

Les signataires, des assurances de bonne volonté contenues dans l'Acte final, ont certainement voulu en faire un alibi qui permettrait de faire des grèves arbitraires.

fois à des grèves tournantes, journées de grèves. Il est évident que la plupart des gouvernements n'ont pas agi en faveur des masses, bien qu'en théorie ils les représentent.

Au grand mécontentement des dirigeants, il s'est agi de cette fameuse lutte des droits de l'Homme. Le 7 octobre 1976 la Journée d'action en faveur des droits de l'Homme (droits économiques, sociaux, culturels) a été célébrée. Les conventions internationales votées par l'Assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 1966, ou l'Acte final de Helsinki le 14 janvier 1975.

- 28 AVRIL 1977 : encore une journée de grèves. Ces gens-là ont trouvé que ces documents ne contiennent pas encore : le 28 avril 1977, encore une journée de grèves.

mesures précieuses pour les nations; c'est pour cela que les nations devraient exiger de leurs gouvernements l'adhésion à la Convention de ceux-ci.

Des mouvements se sont constitués et agissent ouvertement : le mouvement de défense des droits de l'homme, qui existe depuis plusieurs années en URSS ; le mouvement du même nom en Pologne ; la Charte 77 en Tchécoslovaquie ; enfin, dernièrement créé, le mouvement dont le but est de veiller à l'application des principes de la conférence d'Helsinki.

Nous donnerons plus loin des citations extraites de l'Acte final d'Helsinki, avec nos commentaires. Faute de place, nous ne pouvons citer la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948 ; on peut la trouver dans chaque pays membre de l'ONU.

Cette déclaration était, est toujours incomplète. Une sorte de référence bien commode que l'on utilise partiellement, et surtout comme des slogans dans la lutte contre un ennemi commun.

le 7 octobre 1976, la Journée d'action en faveur des droits de l'Homme est prévue pour la remise du prix Nobel, qui a été ainsi la Journée d'action et de grèves, parait ainsi de cette lutte : "L'ONU n'a pas fait d'efforts pour imposer aux gouvernements la Déclaration des Droits de l'Homme voté depuis 25 ans - comme condition préalable à l'adhésion à la Convention de ceux-ci." ainsi laissé les petites gens à la merci de leurs gouvernements ne s'étaient pourtant pas choisies."

Voici qu'arrive le temps où la conscience des peuples se développe et s'approfondit, leur imposant de prendre enfin au sérieux ces quelques documents internationaux. Seule une vraie maturité peut permettre un véritable développement autonome de la société.

La défense de la légalité par les citoyens eux-mêmes, souvent contre le gré de l'appareil d'Etat qui ne respecte pas ses propres lois, est un phénomène significatif de ces dernières années.

Les dissidents et les opposants n'utilisent que des méthodes légales dans la lutte pour leurs droits et leurs opinions. Il s'avère que même la légalité communiste, si peu digne de confiance, possède beaucoup de règlements qui, s'ils étaient appliqués et respectés, permettraient un assez libre fonctionnement de la société.

Pendant des décennies entières, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est sous sa domination n'ont même pas fait semblant de respecter la légalité envers leurs citoyens.

Cependant, en Pologne, au cours des vingt dernières années, le pouvoir s'est efforcé de "justifier" ses agissements, à l'aide des articles de lois appropriés.

Même le pouvoir soviétique tente de donner à ses actes un semblant de légalité. Sa faiblesse et ses contradictions découlent de son "dédoublement". D'une part, le pouvoir ne respecte pas, même dans une faible mesure, les droits des citoyens ; d'autre part, une fois rompus, au milieu des années 50, les liens étroits, et à cause de sa dépendance de plus en plus grande à l'égard de l'Ouest sur le plan économique, il désire inspirer confiance au monde entier. C'est pour cela qu'il veut garder les apparences de la légalité.

Nous pouvons et nous devons profiter de cette faiblesse. Ici les "réalistes" hausseront les épaules. Cependant, le véritable réalisme nous dit de tout faire pour que les principaux règlements (1) et beaucoup d'autres ne finissent pas dans des manuels de droit ; il faut qu'ils soient largement connus ; qu'à chaque occasion on s'y réfère et qu'on en fasse un moyen de pression sur le secrétariat général de l'ONU, sur les gouvernements qui ne remplissent pas les conditions pour être membres de l'ONU et qui ne respectent pas les obligations prises en commun avec d'autres pays. Cela sera possible si la société participant à cette "stratégie" est importante.

Le mûrissement de la conscience des peuples, leur volonté grandissante d'autonomie, paraissent le phénomène le plus important de notre temps. Les documents que nous allons donner sont nés de ce que ressentent de grandes masses de gens, et en sont le témoignage.

Bien sûr, les groupes qui détiennent le pouvoir ont pensé que ces documents resteraient lettre morte, seraient la façade de leurs agissements arbitraires. Mais ils ont signé ces documents et cela peut se retourner contre eux un jour. Il faut remarquer qu'aucun chef de gouvernement des pays dits de "démocratie populaire" ni de l'URSS n'a pas signé l'Acte final d'Helsinki. Le parti, qui nulle part n'est un organe éligible, était le seul représentant de ces peuples.

L'Acte final de la conférence d'Helsinki mérite d'être étudié très attentivement, mais, faute de place, nous ne pouvons le citer entièrement (il contient 104 pages).

Les extraits cités ici viennent de l'édition polonaise (Varsovie, 1975) que tout citoyen polonais peut en principe acheter (2). Avant de commencer le commentaire des passages cités, écoutons le camarade Gierek

dans son discours du 3 août 1975 à Helsinki (3) :

"Au nom de la République populaire de Pologne et de toute la nation, j'approuve les résolutions prises à cette conférence et la volonté conséquente de leur application."

Regardons maintenant de plus près certaines de ces résolutions que le premier secrétaire a l'intention de faire passer dans les faits.

Ainsi, les éminents représentants des pays participants ont solennellement adopté ce qui suit :

"Exprimant leur adhésion commune aux principes qui sont énoncés ci-dessous et qui sont conformes à la Charte des Nations Unies, ainsi que leur volonté commune d'agir, dans l'application de ces principes, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies ;

"Déclarent qu'ils sont résolus à respecter et à mettre en pratique, chacun d'entre eux dans ses relations avec tous les autres Etats participants, indépendamment de leur système politique, économique ou social ainsi que de leur dimension, de leur situation géographique ou de leur niveau de développement économique, les principes suivants, tous d'une importance primordiale, qui régissent leurs relations mutuelles."

Les différences définies ainsi doivent être également appliquées dans les relations entre la Pologne et l'URSS ; la résolution n° 10 dit que les accords internationaux émanant de l'ONU ont la priorité avant tous les autres.

Il faut que la conscience des droits de notre nation reconnus par tout le monde se renforce, car il faut savoir que celui qui n'avance pas, recule. L'histoire ne reste pas sur place. Cela signifie qu'aussi longtemps que la nation se laissera manipuler par des autorités qu'elle n'a pas choisies, elle sera traitée comme une masse docile avec laquelle on peut tout faire, et plus les autorités la mépriseront et la soumettront à leur pouvoir.

La citation suivante nous montre ce qu'est la souveraineté et l'égalité. Même une lecture sommaire nous permet de constater que les relations avec notre grand frère ne correspondent pas avec ces définitions. Remarquons également la dernière phrase.

"Les Etats participants respectent mutuellement leur égalité souveraine et leur individualité ainsi que tous les droits inhérents à leur souveraineté et englobés dans celle-ci, y compris, en particulier, le droit de chaque Etat, à l'égalité juridique, à l'intégrité territoriale, à la liberté et à l'indépendance politique. Ils respectent aussi le droit de chacun d'entre eux de choisir et de développer librement son système politique, social, économique et culturel ainsi que celui de déterminer ses lois et ses règlements.

Dans le cadre du droit international, tous les Etats participants ont des droits et devoirs égaux. Ils respectent le droit de chacun d'entre eux de définir et de conduire à son gré ses relations avec les autres Etats, conformément au droit international et dans l'esprit de la présente Déclaration."

Le point suivant, nous allons le citer en entier, car il constitue un très important élément des relations de l'URSS avec les pays dits du bloc socialiste. Comme le point précédent, il montre l'attitude sarcastique et hypocrite de l'URSS envers les pays qui lui sont soumis. C'est le comble de l'abaissement pour ces nations que d'avoir signé volontairement un pareil document avec l'Union soviétique.

"Les Etats participants s'abstiennent dans leurs relations mutuelles, ainsi que dans leurs relations internationales en général, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies et la présente Déclaration. Aucune considération ne peut être invoquée pour servir à justifier le recours à

la menace ou à l'emploi de la force en violation de ce principe.

En conséquence, les Etats participants s'abstiennent de tout acte constituant une menace d'emploi de la force ou un recours direct ou indirect à la force contre un autre Etat participant. De même, ils s'abstiennent de toute manifestation de force visant à faire renoncer un autre Etat participant au plein exercice de ses droits souverains. De même, ils s'abstiennent aussi dans leurs relations mutuelles de tout acte de représailles par la force.

Aucune menace ou aucun emploi de la force ne sera utilisé comme moyen de résoudre les différends, ou les questions qui pourraient entraîner des différends entre eux."

Après les points traitant de l'inviolabilité des frontières, de l'intégrité territoriale des Etats et des règlements pacifiques des différends, vient la résolution n° VI : Non-intervention dans les affaires intérieures, souvent discutée. Nous ajoutons une citation de la résolution n° VIII qui s'intitule "Egalité des droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes".

"Les Etats participants s'abstiennent de toute intervention, directe ou indirecte, individuelle ou collective, dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence nationale d'un autre Etat participant, quelles que soient leurs relations mutuelles.

Ils s'abstiennent en conséquence de toute forme d'intervention armée ou de la menace d'une telle intervention contre un autre Etat participant.

Ils s'abstiennent de même, en toutes circonstances, de tout autre acte de contrainte politique, économique ou autre, visant à subordonner à leur propre intérêt l'exercice par un autre Etat participant des droits

inhérents à sa souveraineté et à obtenir ainsi un avantage quelconque.

En vertu du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, tous les peuples ont toujours le droit, en toute liberté, de déterminer, lorsqu'ils le désirent et comme ils le désirent, leur statut politique interne et externe, sans ingérence extérieure, et de poursuivre à leur gré leur développement politique, économique, social et culturel."

Si un lecteur polonais avait encore des illusions en ce qui concerne l'honnêteté des intentions de l'URSS, la lecture de ces deux résolutions aurait dû éveiller en lui un étonnement mélangé d'indignation, car tout cela est en désaccord total avec les agissements habituels de ce pays. Puisque des lecteurs de cette sorte n'existent pas, il faut se rendre compte du prix que peuvent avoir pour nous ces affirmations hypocritement signées par les dirigeants de notre pays. Il faut également se rendre compte que, seul, le peuple dans son ensemble peut, pas à pas, en se débarrassant de la peur, obtenir le respect et la réalisation de ces résolutions qui nous sont chères.

La résolution n° VII "Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction" est une base de la dignité humaine. Elle découle directement de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; c'est un code-clé des droits essentiels de chaque homme et la communauté humaine.

Si les assurances contenues dans cette résolution ne sont pas respectées, aucune autre loi ne peut être appliquée (4). L'aide du pouvoir éclairé n'est pas nécessaire pour comprendre ce que signifient les mots de cette résolution. La force de ces documents réside dans leur transparence et leur valeur sera forgée par ceux qui iront avec persévérance

rance vers leur réalisation.

Si les peuples permettent aux gouvernements d'ignorer ces résolutions, un avenir d'esclaves les attend, et ils seront plus ou moins rassasiés, selon le bon vouloir de leurs maîtres. (5)

"Les Etats participants respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Ils favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral.

Dans ce cadre, les Etats participants reconnaissent et respectent la liberté de l'individu de professer et pratiquer, seul ou en commun, une religion ou une conviction en agissant selon les impératifs de sa propre conscience.

Les Etats participants sur le territoire desquels existent des minorités nationales respectent le droit des personnes appartenant à ces minorités à l'égalité devant la loi, leur donnent l'entière possibilité de jouir effectivement des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, de cette manière, protègent leurs intérêts légitimes dans ce domaine.

Les Etats participants reconnaissent l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le respect est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaires pour assurer le développement de relations amicales et de la coopération entre eux, comme entre tous les Etats.

Ils respectent constamment ces droits et libertés dans leurs relations mutuelles et s'efforcent conjointement et

séparément, y compris en coopération avec les Nations Unies, d'en promouvoir le respect universel et effectif.

Ils confirment le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence.

Dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les Etats participants agissent conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils s'acquittent également de leurs obligations telles qu'elles sont énoncées dans les déclarations et accords internationaux dans ce domaine, y compris entre autres les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, par lesquels ils peuvent être liés."

Une grande désillusion et amertume s'est emparée des habitants de l'Europe de l'Est quand ils se sont rendu compte que les résolutions si précieuses de l'Acte final d'Helsinki ont été largement anéanties par l'engagement de non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats. Il faut surtout remarquer que le principe de non-intervention concerne tous les pays (y compris l'URSS) et non pas les blocs.

Il faut lire attentivement les textes et ne pas se contenter d'extraits fournis par le pouvoir(6).

L'ingérence pacifique, ou plutôt ses diverses variantes, ne peut être mentionnée officiellement ; par contre la pression de l'opinion publique, de la société, agit indépendamment des accords internationaux. Elle est plutôt le reflet de la conscience et de la solidarité de tous les gens de bonne volonté.

L'ingérence par la force est toujours une fiction ; il suffit de rappeler tous les traités historiques à propos

de l'aide militaire.

Rappelons-nous bien que les textes cités plus haut ont une grande force cachée. Les autocrates le savent bien et font obstacle à la diffusion de ces textes. **Aucun** pouvoir ne possède le monopole de l'interprétation. Tant qu'il est encore temps, tant que le sang ne coule pas encore, apprenons à lutter à l'aide des lois. C'est notre arme et notre espérance, pour que la liberté ne soit pas payée en milliers de vies humaines.

"Les Etats participants confirment qu'en cas de conflit entre les obligations des membres des Nations Unies en vertu de la Charte des Nations-Unies et leurs obligations en vertu de tout traité ou autre accord international, leurs obligations en vertu de la Charte prévaudront, conformément à l'article 103 de la Charte des Nations Unies."

-§-§-§-§-§-§-

(1) Les textes principaux sont des textes qui régissent la vie d'une société. Ce sont : la Constitution, certains règlements internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte de l'ONU, l'Acte final de la Conférence d'Helsinki.

(2) Le titre est "La grande Charte de la paix".

(3) Remarquons bien le fait que le camarade Gierak parlait au nom de nous tous en faisant cette déclaration.

(4) Y compris le droit de l'individu ou de la collectivité à la défense de ses intérêts propres. L'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en parle également. Pour les travailleurs, ce droit se ramène surtout au droit à une organisation syndicale libre et indépendante et au droit de grève. Ce droit est élaboré dans les deux pactes internationaux décrétés par l'assemblée générale du 16 décembre 1966. Nous en parlerons dans un prochain numéro. Ces pactes s'intitulent "Les conventions internationales sur les droits économiques, sociaux et culturels" et "Convention internationale sur les droits civils et politiques"

(5) Il existe en France une prison modèle, où les prisonniers ont de bons lits, une bonne nourriture, des cellules claires, des postes de radio et d'autres installations modernes. Et, comme on le sait, en prison on n'a pas à se préoccuper de son emploi. La seule chose qui leur manque donc, c'est la liberté. Et c'est justement là qu'il y a le plus de suicides.

(6) Le système appliqué par des chargés d'enquête envers les accusés qui n'ont aucun accès à une information complète. Cette attitude des autorités est l'expression d'un grand mépris vis-à-vis des citoyens, mais aussi l'expression de la peur devant une consciente et commune force de ces citoyens.

-§-§-§-§-§-§-

Le 15 juin 1977 doit se réunir, au niveau des ministres des affaires étrangères, la conférence de Belgrade, destinée à contrôler l'application de l'Acte final de la "Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe" (conférence d'Helsinki), signé par 35 pays (les 33 Etats européens de l'Est et de l'Ouest, le Canada et les Etats-Unis), le 1er août 1975. Le moment est propice pour examiner avec lucidité ce qu'il y a réellement dans ce document, quelle place il occupe dans le jeu politique international, et ce que les travailleurs et les peuples opprimés peuvent en attendre. Il importe, pour ce faire, de ne pas oublier qu'une société en proie à l'exploitation et à l'oppression est nécessairement un monde fondé sur le mensonge, que la réalité n'y correspond que bien rarement à l'apparence et que, dans la lutte pour son émancipation, les peuples travailleurs ne peuvent compter sur aucun gouvernement existant à l'heure actuelle, parce qu'aucun gouvernement n'est leur gouvernement, mais seulement sur leurs propres forces.

LA 3e CORBEILLE ... ET LES DEUX AUTRES

On ne parle, en général, que de la "3e corbeille", la troisième partie de l'"Accord final" d'Helsinki, où il est question des droits de l'homme ; il importe cependant d'examiner aussi bien la première "corbeille", relative aux questions militaires, et la deuxième, consacrée aux questions économiques, en commençant par la signification d'ensemble de ce document.

De retour d'Helsinki, Eduard Giersek a pu écrire que la CSCE a eu pour base "la situation politique et territoriale actuelle" et a confirmé "l'importance décisive de l'intangibilité des frontières et de l'intégrité territoriale des Etats".

En effet, le journal finlandais *Läsi Suomi* exprimait une vérité incontestable lorsqu'il écrivait (le 2 août) : "Pour mieux définir l'esprit d'Helsinki, nous dirons que les forces conservatrices ont dominé la CSCE ... Les représentants des Etats participants des l'Est et de l'Ouest, et les neutres, ont fait l'unanimité sur la nécessité de conserver le statu quo en Europe ... Derrière le document signé vendredi, émerge une nouvelle sainte alliance de ces forces conservatrices."

Une vérité incontestable, à condition, bien entendu, d'entendre le statu quo comme se rapportant, non seulement aux frontières des Etats européens, mais surtout à l'ordre social et politique existant dans chacun d'eux.

La conférence d'Helsinki a consacré ainsi les frontières et les blocs militaires et zones d'influence existants - notamment la privation de tous droits de nations entières, comme les Etats de la Baltique. L'Ukraine ou la Géorgie en URSS, le peuple basque en Espagne (l'Espagne est signataire du texte), etc., etc., aussi bien que l'occupation de la Tchécoslovaquie, par exemple.

Et c'est d'ailleurs la même idée que développait Brejnev dans son discours d'Helsinki :

"Le succès de la conférence n'a été possible que parce que ses participants ont constamment consenti des concessions, qu'ils ont su, en surmontant des difficultés souvent considérables, élaborer finalement des solutions, acceptables pour tous, sur chaque point débattu. On est parvenu à ces solutions, non en imposant les vues des uns aux autres, mais en tenant compte des opinions et des intérêts de tous, par un commun accord.

S'il y a des compromis, ce sont des compromis justifiés, qui servent la

paix, des compromis qui ne gomment pas les différences en matière d'idéologie ou de systèmes sociaux. Plus précisément, c'est l'expression de la volonté politique comme des Etats participants sous la forme réalisable aujourd'hui, dans le contexte de l'existence d'Etats dotés de régimes sociaux différents."

La bureaucratie du Kremlin cherchait en effet depuis longtemps à obtenir une reconnaissance officielle, par l'impérialisme américain, du partage de l'Europe en zones d'influence réalisées à la suite de la deuxième guerre mondiale. Mais les négociations, ouvertes enfin, en 1973, traînaient en longueur. Leonid Brejnev demandait alors que la Conférence se réunisse "avant la fin de 1974". Il voulait en tout cas, absolument, pour des raisons de politique intérieure, qu'elle se tienne avant le 25e congrès du PCUS. Et ce n'est pas sans raison qu'un adjoint de Kissinger a pu déclarer au moment où se tenait la Conférence : "Les Russes ont voulu leur conférence, ils l'ont, mais ils en ont déjà payé plusieurs fois le prix".

Nos lecteurs seront sans doute étonnés d'apprendre que, contrairement à la version couramment reprise notamment par la grande presse des pays capitalistes, les principales concessions n'ont pas été faites à Helsinki par Washington, mais par le Kremlin. Peut-être en croiront-ils cependant le quotidien des financiers américains, peu portés à prendre les vessies pour des lanternes, le *Wall Street Journal*, qui écrivait le 4 août 1975, par la plume du responsable de sa rubrique étrangère :

"La détente ne consiste pas en une campagne naïve afin de persuader Moscou d'être amical par égard pour l'amitié. Elle implique la construction d'un réseau de relations de nature à rendre les Soviétiques raisonnablement réservés dans les affaires mondiales, parce qu'ils y trouveront leur avantage. Cela suppose des gains tangibles lorsqu'ils coopèrent, et des pénalités dans le cas contraire. Si elle est couronnée de

succès, la détente placera entre les mains des Etats-Unis, sans qu'ils aient à recourir à des confrontations armées, toute une série de leviers politiques qui seront plus efficaces que des discours enragés.

Les Soviétiques ont leurs raisons de s'aligner sur cette voie. Avec leurs problèmes agricoles et autres problèmes économiques non résolus, des troubles intérieurs peuvent toujours y être engendrés par les problèmes des nationalités ... accompagnés de difficultés extérieures. L'URSS n'est pas le Moloch sans problèmes qu'elle prétend être."

L'une des concessions faites par le Kremlin consistait dans l'abandon de l'un des objectifs essentiels de sa politique extérieure dans les années cinquante : réduire l'influence des Etats-Unis en Europe.

US, NO MORE, GO HOME !

(PAS PLUS, RENTREZ CHEZ VOUS!)

La perspective d'un pacte de sécurité européen avait été mise en avant par Moscou dès 1954, par la bouche de Molotov, à la conférence de Berlin. Reprise ensuite sous la forme du "plan Rapacki" en 1958, adoptée en 1966 par l'ensemble des Etats du Pacte de Varsovie, elle se fixait pour but principal de rejeter les Etats-Unis hors d'Europe. Le Kremlin a dû maintenant reconnaître officiellement ces derniers (et le Canada) comme puissances européennes. Et Ford, à Helsinki, n'a pas mâché ses mots : "On m'a demandé pourquoi je suis ici aujourd'hui. La présence symbolise l'intérêt vital de mon pays dans les affaires européennes... Les Etats-Unis ont l'intention de participer pleinement aux affaires européennes".

LA PREMIERE "CORBEILLE"

La première "corbeille" de l'accord d'Helsinki est consacrée, avons-nous dit, aux questions militaires. Pour comprendre l'attitude respective de la bureaucratie du Kremlin et des

impérialsimes occidentaux, il faut se souvenir que ces deux régimes reposent sur des fondements sociaux différents, dont les manifestations dans le domaine économique sont opposées.

Les pays capitalistes apparaissent comme ayant trop de tout : trop de marchandises, qu'ils ne peuvent vendre toutes ; trop de capitaux, dont une partie ne parvient pas à s'investir dans la production d'une manière susceptible de rapporter du profit aux capitalistes (on estime à près de 1 000 milliards de dollars ces capitaux flottants, employés à la spéculation, notamment sur les monnaies) ; trop de travailleurs enfin, dont de nombreux millions sont condamnés au chômage. Pour l'économie de ces pays, les dépenses d'armement jouent le rôle d'un volant d'équilibre indispensable. Leur suppression, même seulement leur réduction massive, ferait de nouveaux millions de chômeurs, et les plongerait dans une crise économique de première grandeur. Bien au contraire, il leur faut augmenter leur budget d'armements.

Dans les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin au contraire, on manque de tout. Les marchandises manquent, au point que les ouvriers ne parviennent même pas toujours à dépenser leurs maigres salaires, faute de trouver dans les boutiques des marchandises convenables à acheter. Les travailleurs sont en nombre insuffisant, notamment les ouvriers qualifiés et les techniciens. Enfin, les capitaux font défaut pour les investissements, de telle sorte que tout accroissement de la production d'armement se fait aux dépens des biens de consommation nécessaires à la satisfaction des besoins du peuple.

Entendons-nous bien, L'expropriation du capital, la nationalisation des grands moyens de production, la planification de l'économie constitueraient un levier extrêmement puissant pour marcher vers la satisfaction des besoins du peuple travailleur, vers le développement de la

culture et de la civilisation... s'ils s'accompagnaient de leur complément indispensable, la démocratie (donc le droit pour tous les citoyens de constituer librement les organisations et les partis politiques de leur choix, le droit pour les travailleurs de constituer librement des syndicats de leur choix), si donc existait le contrôle des producteurs à tous les échelons sur l'élaboration et l'exécution du plan. Mais la bureaucratie qui gère cette économie, et interdit par la terreur policière tout contrôle des producteurs sur la production, utilise ce puissant levier d'abord pour accroître ses privilèges et son luxe de parasite. Elle suscite ainsi l'hostilité de légions de travailleurs, qui ralentissent la production. L'inertie et la rigidité bureaucratique font le reste, et aboutissent au marasme. Tous les progrès qui ont été réalisés l'ont été en dépit de la gestion bureaucratique. Plus qu'aucune autre, une économie planifiée fondée sur la nationalisation des grands moyens de production a besoin de démocratie, autant qu'un être humain d'oxygène.

Il n'en reste pas moins que la course aux armements, loin de constituer un volant d'équilibre indispensable de l'économie planifiée, est pour elle une charge presque insupportable. La simple comparaison de la productivité du travail en URSS et aux USA (dont le revenu national par tête d'habitant et par an : en 1973, 6 100 dollars aux États-Unis, 1 700 en URSS, donne au moins l'ordre de grandeur) montre en effet que, pour obtenir une production d'armes à peu près équivalente, l'URSS doit dépenser un pourcentage au moins trois fois plus élevé de sa production - 30% du revenu national, selon l'académicien soviétique Sakharov. C'est à bon droit que l'Institut international d'Etudes stratégiques de Londres écrivait au début de 1975 : "L'économie soviétique ne pourrait probablement pas supporter une nouvelle course aux armements stratégiques de grande envergure." Or, dans ce domaine, le Kremlin n'a presque rien obtenu à Helsinki. Non seulement les armements stratégi-

ques (accords SALT) ont été réservés à des négociations russo-américaines à part, mais également les négociations sur la "réduction des armements en Europe" ("MEFR") ont été renvoyées à une conférence qui siège depuis des années à Vienne et n'aboutit pas. Enfin, Brejnev a dû faire une autre concession de taille.

"Si nous avions dit il y a deux ans que les Russes s'engageraient à annoncer à l'avance leurs manœuvres et à y permettre la présence d'observateurs, on se serait moqué de nous", a noté le représentant de Bonn aux négociations de Genève, Henze. Ils l'ont pourtant fait, tout en précisant que "cette mesure résultant d'une décision politique repose sur une base volontaire", pour toute manœuvre comportant "au moins 25 000 hommes des formations terrestres", qui devra être notifiée "21 jours au moins avant le début des manœuvres, ou bien, si les manœuvres sont décidées moins longtemps à l'avance, le plus tôt possible avant la date de leur commencement" (sic) - cela dans une zone de 250 km à partir de la frontière, donc à l'Ouest d'une ligne partant de la presqu'île de Kola, traversant les Etats baltes et l'Ukraine, et aboutissant au Caucase ...

POURQUOI CE CAMOUFLAGE ?

Mais alors pourquoi, si le Kremlin a fait bien plus de concessions que ses partenaires, la grande presse occidentale présente-t-elle les choses en sens inverse ? L'intérêt de ce camouflage est évident - pour les Etats-Unis, qui peuvent ainsi, comme ils le font, augmenter d'année en année leur budget militaire ; pour le Kremlin, qui peut ainsi dissimuler les nouvelles concessions qu'il se prépare à faire aux impérialistes occidentaux aux dépens des travailleurs et des peuples d'Europe de l'Est et de l'URSS.

LA DEUXIEME "CORBEILLE"

Ici, le Kremlin tenait essentiellement à obtenir la "clause de la nation la plus favorisée", c'est-à-dire des accords douaniers permettant l'exportation des matières premières russes dans des conditions leur permettant de soutenir la concurrence. Il a seulement obtenu que "les Etats participants ... reconnaissent les effets bénéfiques qui peuvent résulter" (sic) "de l'application du traitement de la nation la plus favorisée pour le développement des échanges", ainsi que de belles phrases sur les avantages de "l'égalité", de la "satisfaction mutuelle des partenaires" et de la "réciprocité", etc.

Par contre, avec un luxe extraordinaire de détails, sont prévues des mesures dont la "traduction pratique" tend à favoriser la pénétration du capital financier dans les économies sous contrôle bureaucratique. Relevons seulement les plus caractéristiques.

Sous la rubrique "Facilités et contacts d'affaires" :

"Les Etats participants

o prendront les mesures propres à améliorer encore les conditions permettant le développement des contacts entre représentants d'organismes officiels, des diverses organisations, entreprises, firmes et banques intéressées au commerce extérieur, en particulier, lorsque cela est utile, entre vendeurs et utilisateurs de produits et de services, en vue d'étudier les possibilités commerciales, de conclure des contrats, de veiller à leur exécution et d'assurer les services après-vente ; (...)

o prendront en outre des mesures visant à améliorer les conditions de travail des représentants des organismes, entreprises, firmes et

banques étrangers intéressés au commerce extérieur, en particulier comme suit :

o (...) en examinant aussi favorablement que possible les demandes d'établissement de représentations permanentes et de bureaux à cet effet, y compris, le cas échéant, l'ouverture de bureaux communs à deux ou plusieurs firmes."

Sous la rubrique "Information économique et commerciale" :

"Les Etats participants (...) favoriseront la publication et la diffusion des informations économiques et commerciales à des intervalles réguliers et dans les meilleurs délais, notamment (...) informations permettant de prévoir l'évolution de l'économie, utiles à la prospection commerciale, par exemple, celles concernant les orientations générales des plans et programmes économiques nationaux."

Sous la rubrique "Commercialisation" :

"Les Etats participants (...) encourageront l'amélioration des conditions d'application des mesures destinées à promouvoir les échanges et à répondre aux besoins des utilisateurs en ce qui concerne les produits d'importation, notamment par la prospection commerciale et par les mesures publicitaires, de même que, si cela se révèle utile, par la mise en place de services d'approvisionnement, la fourniture de pièces de rechange, le fonctionnement de services après-vente et la formation des personnels techniques locaux nécessaires."

Ce qui ouvre la voie à une interpénétration économique, donc à un début de contrôle par un trust suffisamment puissant pour opposer sa propre planification à celle du pays considéré.

Sous la rubrique "Coopération industrielle", on va plus loin dans la même voie. Les capitalistes exigent

toujours plus d' "informations" (donc, en pratique, de contrôle sur place de ces informations) en échange de leur coopération (et en même temps la protection de leur propriété).

"Les Etats participants (...) estiment souhaitable que les propositions concernant les projets de coopération industrielle soient suffisamment précises et contiennent les données économiques et techniques nécessaires, en particulier les évaluations préliminaires du coût du projet, l'information sur les formes de coopération envisagées et les possibilités des marchés, afin de permettre aux partenaires éventuels d'entreprendre des études initiales et d'arriver à des décisions dans les délais les plus brefs ; (...)

o estiment souhaitable (...) la protection des intérêts des partenaires aux projets de coopération industrielle, y compris la protection juridique de leurs patrimoines sous toutes leurs formes. (...)"

jusques "et y compris LE RAPATRIEMENT DES PROFITS ET DES CAPITALS INVESTIS :

"Les Etats participants (...) considéreront favorablement la conclusion, dans les cas appropriés, d'accords bilatéraux spécifiques concernant divers problèmes présentant un intérêt mutuel dans les domaines des échanges commerciaux et de la coopération industrielle, en particulier en vue d'éviter la double imposition et de faciliter le transfert des bénéfices et le retour de la valeur des apports investis."

Plus du tiers de l' "Acte final" est ainsi consacré à la "Coopération dans les domaines de l'économie, de la science et de la technique, et de l'environnement", et toutes les dispositions vont dans le même sens que celles que nous avons prises comme exemples.

Ainsi, dans l'accord final d'Helsinki, les bureaucrates du Kremlin et leurs satellites ont reconnu aux capitalis-

tes qui investissent en URSS ou en Europe de l'Est le droit de rapatrier la totalité des profits qu'ils font aux dépens des travailleurs de ces pays, avec la complicité des bureaucrates.

Ce que cela signifie concrètement, un chiffre le montre : selon East-West Markets, bulletin d'information édité par La Chase Manhattan Bank, l'une des plus grandes banques américaines, donc mondiales, à la fin de 1976, l'endettement net de la Pologne vis-à-vis des pays capitalistes occidentaux atteignait 12 794 millions de dollars ! Cela représente, en chiffres ronds, 400 dollars par tête, homme, femme, enfant, bébé au maillot ou vieillard - ou 800 dollars par ouvrier ou paysan ! Autrement dit, en comptant le zloty au cours légal, chaque travailleur polonais, grâce à la gestion des satellites "polonais" du Kremlin, doit aux capitalistes quelque 24 000 zlotys (si l'on prend le cours du dollar au marché noir, il faudra un astronome pour faire le compte).

Mais à quoi ont servi ces dettes énormes, et qui ne cessent d'augmenter ? À élever le niveau de vie du peuple, ou à engraisser les bureaucrates, à satisfaire l'avidité des parasites dont le luxe scandaleux ne cesse de croître ? Un coup d'œil sur les magasins d'alimentation - Jaroszewski lui-même ne vient-il pas de reconnaître qu'il y a "de nouveau" (!!!) des "difficultés d'approvisionnement du marché" - répondra à la question.

Gierek vient de signer avec son compère Honecker, le bureaucrate haï des travailleurs allemands, un nouveau "traité d'amitié". Lui a-t-on raconté à cette occasion la plaisanterie que se répètent les travailleurs de la RDA :

" - Pourquoi joue-t-on si souvent l'hymne national polonais dans les super-marchés de Berlin-Est ?

- Parce qu'alors les Polonais se mettent au garde-à-vous, et les Allemands ont le temps d'acheter quelque chose ..."

Mais ces Polonais-là, à qui les magasins PEVEK ne suffisent pas, et qui vont se fournir à Berlin-Est, ce ne sont ni des ouvriers, ni des paysans, ni aucune sorte de travailleur.

Gierek a l'audace d'emprisonner des membres du KOR en les accusant d'être des agents de l'étranger - lui qui, lors de sa dernière visite en Allemagne de l'Ouest, a conclu des affaires de milliards de marks avec le PDG de chez Krupp et les banquiers de RFA sur le dos des travailleurs polonais, lui qui demande constamment à ceux-ci de travailler davantage pour pouvoir exporter davantage, afin de rembourser les dettes qu'il a contractées pour engraisser davantage les parasites qui le soutiennent ?

Les travailleurs répondent à leur manière. C'est ainsi que, lors des récents débats du Sejm, la presse de Gierek a dû reconnaître le marasme de l'économie polonaise en proie aux bureaucrates.

Et même publier que, pour ce qui est par exemple des constructions navales, de 1975 à 1976, la Pologne est tombée du 11e au 15e rang mondial, parce que la production est tombée de 722 000 à 589 000 tonnes (Zycie Warszawy, 25 mai 1977) - ou encore qu'il "y a de nouveau des tensions dans le domaine des transports" (il y a même des trains qui déraillent, en gare d'Irsus par exemple) "qui rendent plus difficile le fonctionnement de l'économie tout entière" ; ou que "dans le domaine de la construction d'habitations, une trop faible partie du plan a été remplie durant les quatre premiers mois de 1977, si bien qu'il y aura de nouveau à la fin de l'année une accumulation de tâches, avec toutes les conséquences négatives".

Mais ne l'oublions pas : ces accords qui permettent aux capitalistes occidentaux de faire des milliards de profits aux dépens des travailleurs polonais pour que

Les bureaucrates puissent vivre dans le luxe, c'est à la conférence d'Helsinki qu'ils ont été entérinés.

LA TROISIEME CORBEILLE

... OU

LES CROCODILES VEGETARIENS

Tout cela suffit à démontrer que la conférence d'Helsinki ou celle de Belgrade se situent entièrement dans le cadre de la nouvelle Sainte Alliance des capitalistes et des bureaucrates contre les travailleurs et les peuples opprimés. Dans ces conditions, la "troisième corbeille" de l'accord final (qui n'occupe guère qu'un quart du texte) contient, certes, des choses fort excellentes sur la "coopération dans les domaines humanitaires et autres", sur la liberté de circulation des personnes dans les divers pays, les contacts réguliers entre membres d'une même famille restés dans le pays ou émigrés, les déplacements à l'étranger pour tourisme ou raisons professionnelles, le libre accès aux informations, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc., etc. Et il est tout à fait légitime pour le peuple polonais d'exiger de Gierk qu'il respecte ce qu'il a si solennellement signé.

Mais en même temps, ils doivent savoir que tout cela ressemble fort

à ce serment prêté naguère par les crocodiles, de devenir végétariens. L'accord porté d'ailleurs aussi bien la signature du représentant de l'Espagne de Franco ou de son successeur Juan Carlos, dont les policiers massacrent les Basques qui luttent pour leur indépendance - que celle de l'URSS ou des autres pays d'Europe de l'Est.

Et comme pour justifier ce qu'écrivait le grand socialiste français Jean Jaurès :

"La révolution française a proclamé les droits de l'homme; mais les classes possédantes ont compris sous ce mot les droits de la bourgeoisie et du capital."

et, ajouterons-nous, ceux des bureaucrates; il n'est question dans les accords d'Helsinki, ni du droit pour les travailleurs de former les syndicats de leur choix, ni du droit de grève, droits essentiels de la classe ouvrière.

Dans la lutte pour les libertés et droits démocratiques, c'est sur ses propres forces que le peuple travailleur doit d'abord compter, sur son courage, sa volonté, sa persévérance et son organisation. Alors, il pourra obliger les crocodiles à se faire végétariens, ou, à défaut, leur arracher les dents !

TRAVAILLEURS,

32 ans ont passé, depuis qu'à la pointe de leurs baïonnettes les soldats soviétiques nous ont donné la victoire sur les barbares hitlériens.

Malgré cela, notre pays reste esclave. Pas de la même façon que sous Hitler, certes. Mais avec des conséquences tragiques ; après trente ans, notre pays, notre société sont détruits.

Le système du modèle soviétique, que l'on appelle communément "socialiste", est en réalité un système bureaucratique, quasiment fasciste, exploitant notre peuple, le rivant aux chaînes d'une police politique appelée MSW.

Les renégats : Bierut, Gomulka, et maintenant Gierék, avec toute la clique des hauts fonctionnaires du parti et de l'Etat, suivent bien sagement les directives du Kremlin, au profit de leurs intérêts égoïstes. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ils attentent à notre souveraineté nationale et asservissent économiquement et politiquement les peuples d'Europe de l'est.

TRAVAILLEURS,

Dans le pays, après les événements de juin 1976, qui ont obligé Gierék à reculer sur la hausse des prix - cette victoire, c'est la vôtre -, le Comité de défense des ouvriers (KOR) agit. Un grand nombre d'intellectuels éminents et d'étudiants collaborent à ce Comité.

L'argent collecté dans le pays, ainsi que d'importantes sommes collectées dans les pays de l'Ouest parmi les ouvriers, écrivains et organisations de gauche ont été une aide précieuse pour les ouvriers emprisonnés à Radon et Ursus.

L'aide juridique de certains avocats a contribué à la libération d'ouvriers condamnés à des années de prison et stoppé les actes de répression à l'encontre des grévistes de juin 1976. L'énorme vague de protestation à l'Ouest a paralysé les plans de la clique de Gierék.

Après l'assassinat politique de l'étudiant Pyjas, qui collaborait avec le KOR, les étudiants de Cracovie ont formé un Comité de solidarité étudiant, qui est une organisation dirigée contre la clique de Gierék. Ce Comité se refuse à reconnaître le POUF comme organisation dirigeante dans la République populaire polonaise et se détache du programme des organisations de jeunesse appartenant au POUF.

La dernière amnistie, qui a libéré des milliers d'emprisonnés et inculpés, ouvriers, étudiants, intellectuels, n'a pas été un acte magnanime du régime ; elle a été le produit de l'attitude de toute la population qui résiste de façon conséquente à la dictature des bureaucrates du POUF.

N'OUBLIEZ PAS !

Le régime ne reculera pas devant votre silence, mais devant votre protestation.

La bureaucratie paralytique de ce pseudo-socialisme se défend avec ce qui lui reste de force. Votre devoir est de le détruite.

La crise économique prend les proportions d'une catastrophe. Des milliards de dollars (environ dix milliards) empruntés aux pays capitalistes embourberont encore plus l'économie, par la faute des renégats qui nous gouvernent.

Le cruel manque de biens de consommation depuis trente ans, le niveau de vie très bas de notre peuple, c'est l'oeuvre de notre voisin de l'Est, qui nous exploite, et cela prouve la stupidité de la clique dirigeante de notre pays.

TRAVAILLEURS,

Vous savez que les organisations syndicales authentiques n'existent pas en Pologne. Ce qui existe sous ce nom n'est rien d'autre qu'une courroie de transmission du POU, dans le but d'exploiter notre peuple encore davantage.

Face à l'exploitation et à la répression organisées par le POU, UNE
SEULE REPONSE : ORGANISER UNE
RESISTANCE SYSTEMATIQUE.

Gierek a détruit les conseils ouvriers. Votre devoir est de redonner vie à ces organisations. Elles doivent être indépendantes du parti et du gouvernement. Vos Comités ouvriers représenteront vos intérêts de classe !

Il faut exiger le droit de grève, le changement de système électoral au Sénat et dans les conseils nationaux, démasquer et rejeter le système électoral qui existe actuellement en Pologne et qui est au service des intérêts de la clique du parti.

Ligissez aux côtés des organisations progressistes d'intellectuels et d'étudiants.

Lorsqu'ils subissent la répression, défendez-les !

Poznan 1956,

Gdansk et Szczecin 1970,

Fadon et Ursus juin 1976

ont fortement ébranlé les bases du régime dirigé par le POU.

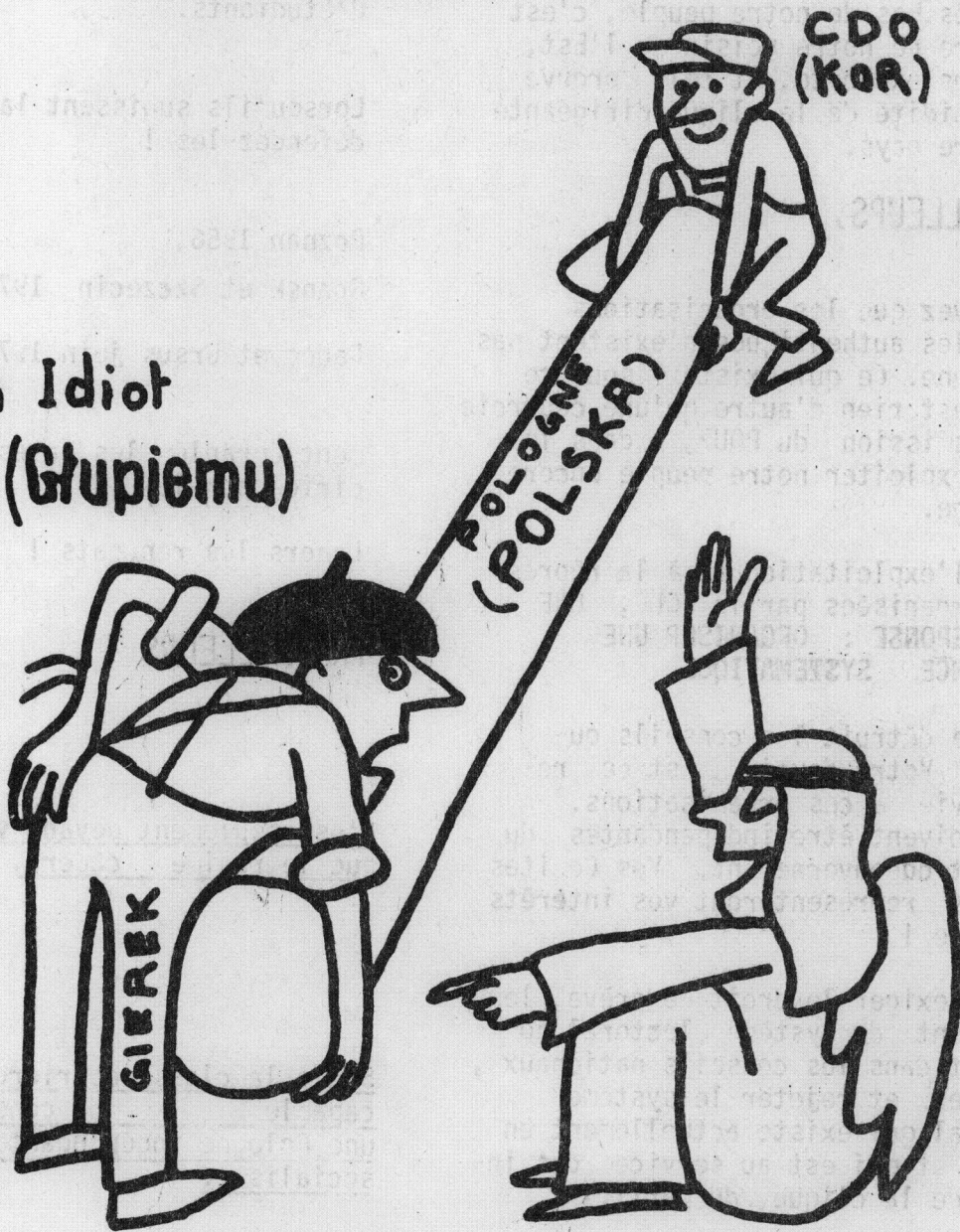
Dehors les renégats !

TRAVAILLEURS !

C'est seulement devant votre force que le régime cédera.

Seule la classe ouvrière est capable de construire une Pologne indépendante et socialiste.

A un Idiot
(Głupiemu)



(i dobry przykład nie pomoże)
un bon exemple ne sera d'aucun secours



SZERSZEN

(Le Frelon)

ÉDITION FRANÇAISE

RÉDACTEUR EN CHEF :

EDMUND BALUKA

Correspondance :

B.P. 240

75564 PARIS CEDEX 12

APPEL : Apportez votre soutien à la publication du FRELON. Souscrivez, diffusez-le.

Prix du numéro : 5 F

Abonnement : 25 F pour 6 numéros.

On peut s'abonner à l'édition française seule, à l'édition polonaise seule, ou aux 2

Abonnement de soutien : 50 F, 100 F, 200 F

Adresser chèque bancaire ou de virement postal à E. BALUKA, BP 240, 75564 PARIS CEDEX 12

BULLETIN D'ABONNEMENT

N O M et prénom : _____

Adresse (très lisible) _____

souscris un abonnement à six numéros de

SZERSZEN (édition polonaise) (1)

SZERSZEN (LE FRELON), édition française (1)

Règlement joint par chèque de virement postal (1)

chèque bancaire (1)

à l'ordre de E. BALUKA
BP 240

75564 PARIS CEDEX 12

(1) Barrer la mention inutile.

Imprimerie spéciale d' INFORMATIONS OUVRIERES
87 rue du faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS

Le directeur de la publication : Jean AYME

Prix: 5F